



6 février 2020

(20-0962)

Page: 1/100

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE  
L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

ROYAUME-UNI

*Supplément*

La communication ci-après, datée du 5 février 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Royaume-Uni.

**RÈGLEMENT SUR LE DUMPING ET LE SUBVENTIONNEMENT**

INSTRUMENTS STATUTAIRES

2019 N° 450

SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE

DOUANES

**RÈGLEMENT DE 2019 SUR LES MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES  
(DUMPING ET SUBVENTIONNEMENT) (SORTIE DE L'UE)**

*Fait à - - - - 17h05 le 4 mars 2019*

*Présenté à la Chambre des Communes le - - - - 5 mars 2019*

*Entrée en vigueur le - - - - 6 mars 2019*

Le Secrétaire d'État au commerce international, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par les règles 13, 32 7) et 8), 51 et 56 et l'annexe 4 de la Loi fiscale de 2018 (commerce transfrontières) ([1](#)), édicte le règlement ci-après.

**PARTIE 1 INTRODUCTION**

**Intitulé, entrée en vigueur et effet**

**1.-1)** Le présent règlement peut être cité sous l'intitulé "Règlement de 2019 sur les mesures correctives commerciales (dumping et subventionnement) (sortie de l'UE)".

2) Le présent règlement entre en vigueur le 6 mars 2019.

3) Le présent règlement prend effet sous réserve des modifications prévues dans la partie 13 jusqu'à l'établissement de l'Autorité chargée des mesures correctives commerciales (la "TRA").

4) Après l'établissement de la TRA, toute décision ou détermination préliminaire formulée par le Secrétaire d'État en vertu des parties 7, 9, 11 et 12 du présent règlement, telles que modifiées par la partie 13, a le même effet qu'une recommandation faite par la TRA en vertu de la disposition correspondante non modifiée.

5) Après l'établissement de la TRA, toute action accomplie (ou produisant ses effets comme si elle avait été accomplie) par le Secrétaire d'État dans l'exercice d'une fonction transitoire produit ses effets comme si elle avait été accomplie par la TRA, dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir ses effets.

6) Après l'établissement de la TRA, toute action accomplie (ou produisant ses effets comme si elle avait été accomplie) en ce qui concerne le Secrétaire d'État dans le cadre d'une fonction transitoire produit ses effets comme si elle avait été accomplie en ce qui concerne la TRA, dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir ses effets.

7) Au moment de l'établissement de la TRA, si une action quelconque est en voie d'être accomplie par le Secrétaire d'État ou en ce qui concerne le Secrétaire d'État dans le cadre d'une fonction transitoire, elle pourra, après l'établissement de la TRA, être poursuivie par celle-ci ou en ce qui concerne celle-ci.

8) Une "fonction transitoire" est une fonction–

a) qui est conférée au Secrétaire d'État par la partie 13 du présent règlement,

b) qui pourra, après l'établissement de la TRA, être exercée par celle-ci au titre des parties 2 à 12 du présent règlement, et

c) qui ne pourra pas, après l'établissement de la TRA, être exercée par le Secrétaire d'État.

## **Interprétation**

### **2. Dans le présent règlement–**

l'expression "réexamen relatif à la prise en charge" a le sens donné par l'article 72 (réexamen relatif à la prise en charge);

la "Loi" s'entend de la Loi fiscale (commerce transfrontières) de 2018;

l'expression "branche de production britannique requérante" a le sens donné au paragraphe 9) 1) a) i) de l'annexe 4 de la Loi;

le terme "demande" s'entend d'une demande visée au paragraphe 9) 1) a) de l'annexe 4 de la Loi;

l'expression "réexamen relatif au contournement" a le sens donné par l'article 73 (réexamen relatif au contournement);

le "prix comparable", s'agissant de produits, s'entend du prix, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, des produits destinés à la consommation dans le pays ou sur le territoire exportateur;

le terme "contributeur" s'entend d'une personne autre qu'une partie intéressée qui s'est fait connaître de la TRA aux fins de participer à une enquête ou à un réexamen;

l'expression "réexamen à l'expiration" a le sens donné par l'article 70 (réexamen à l'expiration);

"le prix à l'exportation", s'agissant de produits, s'entend du prix déterminé par la TRA conformément à l'article 15 (prix à l'exportation);

l'expression "pays ou territoire exportateur" a le sens qui lui est donné par l'article 3 (pays ou territoire exportateur);

l'expression "visite de facilitation" s'entend d'une visite, autre qu'une visite de vérification, conduite par la TRA afin de faciliter l'avancement d'une enquête;

les "produits considérés" s'entendent des produits décrits dans l'avis pertinent d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping au titre de l'article 65 1) ou d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement au titre de l'article 65 2);

les "produits indiqués" s'entendent des produits pour lesquels la branche de production britannique requérante demande à la TRA de mener une enquête;

les "produits faisant l'objet du réexamen" s'entendent des produits décrits dans l'avis d'engagement d'un réexamen au titre du paragraphe 1 de l'annexe 3;

l'expression "partie intéressée" désigne-

a) les pouvoirs publics du pays ou territoire étranger pertinent;

b) un exportateur étranger ou un importateur des produits considérés ou des produits faisant l'objet du réexamen;

c) un groupement professionnel commercial ou industriel de producteurs, d'exportateurs étrangers ou d'importateurs des produits considérés ou des produits faisant l'objet d'un réexamen;

d) un producteur des produits similaires au Royaume-Uni; ou

e) un groupement professionnel commercial ou industriel de producteurs britanniques des produits similaires;

l'expression "réexamen intérimaire" a le sens donné par l'article 69 (réexamen intérimaire);

Le terme "enquête" s'entend d'une enquête sur l'existence d'un dumping ou d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement;

Le terme "minime" désigne-

a) dans le cas d'un dumping, une marge de dumping, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, inférieure à 2 pour cent;

b) sous réserve du paragraphe c), dans le cas d'un subventionnement, un montant de subvention inférieur à 1 pour cent *ad valorem*; ou

c) dans les cas où le pays ou territoire exportateur est un pays ou territoire étranger en développement, à l'alinéa b), remplacer 1 pour cent par 2 pour cent;

l'expression "nouvel exportateur" a le sens donné par l'article 71 (réexamen au titre de nouvel exportateur);

l'expression "réexamen au titre de nouvel exportateur" a le sens donné par l'article 71 (réexamen au titre de nouvel exportateur);

l'expression "résumé non confidentiel" a le sens donné par l'article 45 6) a);

l'expression "période couverte par l'enquête" s'entend d'une période d'au moins un an s'achevant à une date aussi voisine que possible de la date d'ouverture de l'enquête ou de toute autre période que la TRA jugera appropriée;

les prix sont "déprimés" ou il y a effet de "dépression" des prix lorsque les prix des produits similaires au Royaume-Uni diminuent;

il y a "empêchement de hausses de prix" lorsque des hausses des prix des produits au Royaume-Uni qui auraient eu lieu normalement sont empêchées;

l'expression "sous-cotation du prix" signifie que le prix des produits considérés ou des produits faisant l'objet du réexamen est inférieur à celui des produits similaires au Royaume-Uni;

l'expression "requérant" s'entend d'une personne qui demande à la TRA l'engagement d'un réexamen;

l'expression "demande de réexamen" désigne la demande de réexamen présentée conformément à la partie 7;

l'expression "réexamen du champ d'application" a le sens donné par l'article 74 (réexamen du champ d'application);

l'expression "exposé des faits essentiels" a le sens donné par l'article 62 1) a);

l'expression "exposé des raisons" le sens donné par l'article 45 6) b);

l'expression "importations subventionnées" s'entend des produits bénéficiant d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire qui sont importés au Royaume-Uni;

l'expression "producteur britannique" a le sens donné par l'article 29 (écarter un producteur aux fins de la définition d'une branche de production britannique);

l'expression "visite de vérification" s'entend d'une visite de tous locaux que la TRA effectue dans le but principal de vérifier les renseignements qui lui ont été communiqués dans les réponses au questionnaire visé dans l'article 54 (enregistrement des intérêts et envoi des questionnaires);

l'expression "jour ouvrable" s'entend de n'importe quel jour, à l'exception d'un samedi ou d'un dimanche, du jour de Noël, du Vendredi Saint ou d'un jour férié au titre de l'article premier de la Loi de 1971 sur les opérations bancaires et financières (2).

### **Sens de l'expression "pays ou territoire exportateur"**

**3.-1)** Aux fins du présent règlement, le pays ou territoire exportateur des produits s'entend du pays ou du territoire étranger à partir duquel les produits sont exportés.

2) Toutefois, la TRA peut, dans des circonstances appropriées, considérer le pays où le territoire étranger d'origine des produits comme étant le pays ou le territoire exportateur lorsque les produits ne sont pas exportés directement vers le Royaume-Uni à partir de ce pays ou territoire étranger.

3) Les circonstances visées au paragraphe 2) incluent les circonstances dans lesquelles-

a) les produits transitent simplement par le pays ou territoire étranger à partir duquel ils sont directement exportés;

b) les produits ne sont pas produits dans le pays ou sur le territoire étranger à partir duquel ils sont exportés;

c) il n'y a pas de prix comparable dans le pays ou sur le territoire étranger à partir duquel les produits sont directement exportés.

**Sens du terme "négligeable" s'agissant des produits faisant l'objet d'un dumping**

4. Aux fins du présent règlement, le volume des produits faisant l'objet d'un dumping est négligeable dans les cas où le pays ou territoire exportateur représente moins de 3 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni, sauf lorsque les pays ou territoires exportateurs représentent individuellement moins de 3 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni mais contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent aux importations des produits similaires au Royaume-Uni.

**Sens du terme "négligeable" s'agissant des importations subventionnées**

5.-1) Aux fins du présent règlement, la question de savoir si le volume des importations subventionnées est ou non négligeable, s'agissant d'un pays ou territoire importateur qui n'est pas un pays ou territoire en développement, est déterminée conformément au paragraphe 2) et, s'agissant d'un pays ou territoire exportateur qui est un pays ou territoire en développement, est déterminée conformément au paragraphe 3).

2) Le volume des importations subventionnées est négligeable dans les cas où le pays ou territoire exportateur qui n'est pas un pays ou territoire en développement représente moins de 3 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni, sauf lorsque les pays ou territoires exportateurs représentent individuellement moins de 3 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni mais contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent aux importations des produits similaires importés au Royaume-Uni.

3) Le volume des importations subventionnées est négligeable dans les cas où le pays ou territoire exportateur est un pays ou territoire en développement et les importations en provenance de ce pays ou territoire représentent moins de 4 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni, sauf lorsque les pays ou territoires en développement représentent individuellement moins de 4 pour cent des importations des produits similaires importés au Royaume-Uni, mais contribuent collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations des produits similaires importés au Royaume-Uni.

## **PARTIE 2 DUMPING**

### **CHAPITRE 1 INTRODUCTION**

#### **Objet de la partie 2**

**6.-1)** Cette partie s'applique dans les cas où la TRA est tenue de déterminer si des produits ont fait ou font l'objet d'un dumping au Royaume-Uni conformément au paragraphe 1 de l'annexe 4 de la Loi.

2) Pour établir cette détermination, la TRA doit-

- a) déterminer la valeur normale des produits considérés;
- b) déterminer le prix à l'exportation des produits considérés; et
- c) procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation pour déterminer si le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale.

### **CHAPITRE 2 DÉTERMINATION DE LA VALEUR NORMALE**

#### **Valeur normale**

**7.-1)** La TRA doit utiliser le prix comparable pour déterminer la valeur normale à moins qu'il ne soit pas approprié de l'utiliser.

2) Aux fins du paragraphe 1 2), il n'est pas approprié d'utiliser le prix comparable pour déterminer la valeur normale des produits considérés lorsque-

- a) il n'y a pas de ventes des produits similaires au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur;
- b) lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur, ces ventes ne permettent pas une comparaison valable entre les produits similaires destinés à la consommation dans le pays ou sur le territoire exportateur et les produits considérés; ou
- c) l'exportateur étranger du pays ou territoire exportateur ne vend pas les produits similaires sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur.

3) Aux fins du paragraphe 2) b), le volume des ventes des produits similaires destinés à la consommation sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur est suffisant pour permettre une comparaison valable lorsque-

- a) les ventes représentent 5 pour cent ou plus du volume des ventes des produits considérés exportées vers le Royaume-Uni; ou
- b) les ventes représentent moins de 5 pour cent du volume des ventes des produits considérés exportées vers le Royaume-Uni mais la TRA estime qu'elles sont suffisantes.

4) Aux fins du paragraphe 2) b), une "situation particulière du marché" inclut les situations dans lesquelles-

- a) les prix sont artificiellement bas;
- b) l'activité de troc est importante;

c) les prix reflètent des facteurs non commerciaux.

### **Autres méthodes pour déterminer la valeur normale**

**8.-1)** Lorsqu'il n'y a pas de prix comparable ou qu'il n'est pas approprié d'utiliser le prix comparable conformément à l'article 7 2), la TRA doit déterminer la valeur normale des produits-

a) en déterminant les coûts de production majorés d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices;

b) en déterminant le prix des produits similaires lorsque ceux-ci sont exportés à destination d'un pays ou territoire tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif (voir l'article 10); ou

c) conformément à l'article 14 (valeur normale pour les importations en provenance de pays et territoires étrangers particuliers) lorsque l'article en question s'applique.

2) Lorsque l'article 7 2) c) s'applique, la TRA peut aussi calculer la valeur normale sur la base des données d'autres exportateurs étrangers des produits considérés dans le pays ou sur le territoire exportateur.

### **Cours d'opérations commerciales normales**

**9.-1)** La TRA peut considérer que les ventes des produits similaires dans le pays ou sur le territoire exportateur n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsque-

a) les produits sont vendus à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général;

b) les produits sont vendus entre des parties qu'elle considère comme étant associées, à moins qu'elle ne soit convaincue que la relation n'a pas d'effet sur les prix; ou

c) elle le juge par ailleurs approprié.

2) Aux fins du paragraphe 1) a), la TRA peut considérer ces ventes comme n'ayant pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales seulement dans les cas où elle estime que les ventes ont été réalisées-

a) sur une longue période;

b) en quantités substantielles; et

c) à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

3) Aux fins du paragraphe 2), la TRA peut considérer que les prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable, même lorsqu'ils sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente, à condition qu'ils soient supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête.

4) Aux fins du présent article-

a) les "coûts de production unitaires" s'entendent du total des coûts de production déterminé conformément à l'article 11 (coûts de production) divisé par le volume de production;

b) une "longue période" a normalement une durée d'un an mais elle pourra être réduite à six mois si la TRA estime cela approprié;

c) les ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires sont considérées comme ayant été effectuées en quantités substantielles lorsque la TRA établit que-

i) le prix de vente moyen pondéré des transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale est inférieur aux coûts unitaires moyens pondérés calculés par rapport au volume des ventes; ou

ii) le volume des ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires ne représente pas moins de 20 pour cent du volume vendu dans les transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale.

d) les "frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général" s'entendent d'un montant calculé conformément à l'article 12 (les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général) sans considération d'un montant correspondant aux bénéfices; et

e) les parties sont "associées" lorsqu'elles répondent à la définition des "personnes liées" figurant dans le Règlement douanier (droit d'importation) (sortie de l'UE) de 2018 [\(3\)](#).

### **Pays ou territoire tiers approprié et prix représentatif**

**10.** Aux fins de l'établissement d'une détermination au titre de l'article 8 1)-b), la TRA peut prendre en compte les éléments suivants-

a) question de savoir si le volume des échanges en provenance du pays ou territoire exportateur vers le pays ou territoire tiers est semblable au volume des échanges en provenance du pays ou territoire exportateur à destination du Royaume-Uni;

b) question de savoir si les ventes de l'exportateur étranger à destination du pays ou territoire tiers ont eu lieu au cours d'opérations commerciales normales; et

c) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

### **Coûts de production**

**11.-1)** La TRA doit déterminer les coûts de production des produits similaires dans le pays ou sur le territoire exportateur aux fins de l'article 8 1) a) conformément au présent article.

2) Lorsque le paragraphe 3) s'applique, les coûts de production des produits similaires dans le pays ou sur le territoire exportateur doivent normalement être calculés par la TRA sur la base des registres de l'exportateur étranger des produits considérés.

3) Le présent paragraphe s'applique lorsque les registres de l'exportateur étranger des produits considérés-

a) sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays ou territoire exportateur; et

b) tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente des produits similaires dans le pays ou sur le territoire exportateur.

4) Pour établir une détermination au titre du présent article, la TRA doit-

a) prendre en compte tous les éléments de preuve disponibles concernant la juste répartition des frais, à condition que ce type de répartition ait été traditionnellement utilisé par l'exportateur étranger, en particulier pour établir les périodes appropriées d'amortissement et de dépréciation et procéder à des ajustements concernant les dépenses en capital et autres frais de développement;

b) ajuster les frais lorsque cela est approprié en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future ou courante;

c) ajuster les frais lorsqu'ils ont été affectés par des opérations de démarrage d'une production; et

d) tenir compte de tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.



5) Lorsque les registres de l'exportateur étranger ne satisfont pas aux critères énoncés au paragraphe 3), les coûts de production peuvent être calculés par la TRA sur toute autre base raisonnable.

6) Le présent article s'applique sous réserve du pouvoir de la TRA de procéder à des ajustements conformément à l'article 13 (ajustements).

**Montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices**

**12.-**1) La TRA doit déterminer un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, ainsi que pour les bénéfices, aux fins de l'article 8 1) a) conformément au présent article.

2) Sous réserve du paragraphe 3), la TRA doit déterminer des montants raisonnables pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, ainsi que pour les bénéfices, sur la base des données réelles concernant la production et les ventes réalisées par le producteur étranger des produits similaires, au cours d'opérations commerciales normales, sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur.

3) Lorsque la TRA ne peut pas déterminer les montants raisonnables conformément au paragraphe 2), elle peut les déterminer sur la base-

a) des montants réels que l'exportateur étranger en question a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur, de la même catégorie générale de produits;

b) de la moyenne pondérée des montants que les autres exportateurs étrangers faisant l'objet de l'enquête ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes des produits similaires sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur; ou

c) de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède par le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs étrangers lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur.

4) Le présent article s'applique sous réserve du pouvoir de la TRA de procéder à des ajustements conformément à l'article 13 (ajustements).

**Ajustements**

**13.-**1) Lorsque le paragraphe 3) s'applique, la TRA peut, aux fins du paragraphe 2), apporter des ajustements aux montants déterminés conformément à l'article 11 (coûts de production) ou à l'article 12 (montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices).

2) Le but des ajustements effectués conformément au présent article est de calculer ce que les coûts et les bénéfices de l'exportateur étranger seraient sur le marché du pays ou territoire exportateur si les coûts, les prix et les bénéfices sur ce marché étaient déterminés de manière substantielle par les forces du marché.

3) Le présent paragraphe s'applique lorsque la TRA estime que les montants calculés conformément à l'article 11 (coûts de production) ou à l'article 12 (montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices) ne sont pas représentatifs parce qu'ils ne rendent pas compte raisonnablement de ce que seraient la production, les frais d'administration et de commercialisation ou les frais de caractère général, ou les bénéfices, de l'exportateur étranger sur un marché si ces coûts et bénéfices étaient déterminés de manière substantielle par les forces du marché.

4) Pour procéder à des ajustements, la TRA peut tenir compte des éléments suivants-

a) les coûts de production, d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, ainsi que les bénéfices, correspondants dans un pays ou sur un territoire tiers représentatif approprié;

b) les prix, coûts ou points de repère internationaux; ou

c) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

5) Aux fins du paragraphe 4) a), la TRA peut déterminer si un pays ou territoire d'un pays tiers est un pays ou territoire tiers approprié représentatif compte tenu de-

a) la question de savoir si et dans quelle mesure des renseignements fiables sont mis à sa disposition par des exportateurs étrangers dans ce pays ou territoire au moment du choix de ce pays ou territoire;

b) la question de savoir si le pays ou territoire a un niveau de développement économique semblable à celui du pays ou territoire exportateur; et

c) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

6) Aux fins du présent article, les coûts, prix et bénéfices sur le marché intérieur sont "déterminés de manière substantielle par les forces du marché" lorsqu'ils sont déterminés de manière substantielle par le libre jeu des forces du marché et que les coûts ou les prix sur le marché intérieur ne sont pas artificiellement bas du fait de facteurs incluant une intervention substantielle des pouvoirs publics.

#### **Valeur normale pour les importations en provenance de pays et territoires étrangers particuliers**

**14.-1)** Le présent article s'applique aux importations en provenance des pays ou territoires exportateurs-

a) qui ne sont pas Membres de l'OMC;

b) qui sont Membres de l'OMC mais dont les modalités d'accession contiennent des dispositions spécifiques concernant la détermination de la valeur normale; ou

c) lorsqu'il existe un monopole complet ou presque complet du commerce et que les prix intérieurs sont fixés en totalité ou pour l'essentiel par les pouvoirs publics.

2) Dans les cas où le présent article s'applique, la TRA peut calculer la valeur normale des produits considérés-

a) sur la base du prix comparable;

b) conformément à l'article 10 (pays ou territoire tiers approprié et prix représentatif) ou aux articles 11 (coûts de production) et 12 (montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices); ou

c) conformément au paragraphe 3) du présent article.

3) La valeur normale des produits considérés peut être déterminée-

a) sur la base des coûts de production des produits similaires majorés d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, ainsi que pour les bénéfices, dans un pays tiers approprié;

b) sur la base du prix des exportations en provenance d'un pays ou territoire tiers vers d'autres pays ou territoires étrangers, à condition que ce prix soit représentatif;

c) dans les cas où le paragraphe 1) b) s'applique, conformément aux modalités de l'accession énoncées dans ce paragraphe; ou

d) sur toute autre base que la TRA jugera raisonnable, y compris le prix effectivement payé ou à payer pour les produits au Royaume-Uni, ajusté si nécessaire pour inclure une marge bénéficiaire raisonnable.

4) Aux fins du paragraphe 3) a), la TRA peut déterminer si un pays ou territoire tiers est un pays ou territoire tiers approprié compte tenu de-

a) la question de savoir si et dans quelle mesure des renseignements fiables sont mis à sa disposition par des exportateurs étrangers dans ce pays ou territoire au moment du choix;

b) la question de savoir si le pays ou territoire a un niveau de développement économique semblable à celui du pays ou territoire exportateur; et

c) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

### CHAPITRE 3 DÉTERMINATION DU PRIX A L'EXPORTATION

#### Prix à l'exportation

**15.-**1) Sous réserve du paragraphe 3), le prix à l'exportation est le prix auquel les produits considérés sont vendus ou le prix convenu auquel ils doivent être vendus à-

a) un importateur au Royaume-Uni; ou

b) une tierce partie à l'extérieur du Royaume-Uni pour l'exportation à destination du Royaume-Uni ("tierce partie").

2) Le présent paragraphe s'applique lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou que la TRA détermine que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur étranger et l'importateur des produits considérés au Royaume-Uni ou entre l'exportateur étranger et une tierce partie.

3) Lorsque le paragraphe 2) s'applique, la TRA peut construire le prix à l'exportation conformément au paragraphe 4).

4) La TRA peut construire le prix à l'exportation sur la base-

a) du prix auquel les produits considérés sont vendus pour la première fois à un acheteur indépendant au Royaume-Uni; ou

b) lorsque les produits considérés ne sont pas revendus à un acheteur indépendant au Royaume-Uni ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, sur toute autre base raisonnable qu'elle pourra déterminer.

5) Lorsque le prix à l'exportation des produits considérés est construit conformément au paragraphe 4), la TRA peut procéder à des ajustements-

a) pour les coûts effectifs engagés par l'importateur ou l'exportateur des produits considérés au Royaume-Uni; et

b) pour les bénéfices qui seraient normalement revenus à un importateur des produits considérés au Royaume-Uni qui n'est pas associé à l'exportateur étranger ou n'a pas conclu avec lui un accord de compensation.

6) Les ajustements auxquels la TRA peut procéder conformément au paragraphe 5) portent sur les éléments suivants-

- a) frais de transport;
- b) assurance;
- c) manutention, chargement et coûts accessoires;
- d) droits d'importation;
- e) toutes taxes payables au Royaume-Uni du fait de l'importation ou de la revente des produits au Royaume-Uni;
- f) une marge bénéficiaire raisonnable déterminée par la TRA;
- g) frais de commercialisation et d'administration et frais de caractère général;
- h) tous autres frais engagés pour l'importation et la revente des produits.

7) Aux fins du présent article-

- a) il y a "association" lorsque les parties répondent à la définition des "personnes liées" énoncée dans le Règlement douanier (droit d'importation) (sortie de l'UE) de 2018 (4);
- b) une personne est un "acheteur indépendant" par rapport à un exportateur étranger s'il n'y a pas d'association entre cet acheteur et l'exportateur étranger.

#### CHAPITRE 4 COMPARAISON ENTRE LA VALEUR NORMALE ET LE PRIX À L'EXPORTATION

##### Comparaison

**16.-1)** Une comparaison aux fins de l'article 6 2) c) doit être effectuée-

- a) par rapport au même niveau commercial, qui est normalement le stade sortie usine ou, lorsque cela n'est pas possible (parce que par exemple ces renseignements ne sont disponibles ni pour la valeur normale ni pour le prix à l'exportation à ce niveau), tout autre niveau que la TRA juge approprié; et
- b) pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

2) Pour faire en sorte que la comparaison soit équitable, la TRA peut procéder à des ajustements afin de tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences concernant-

- a) les conditions et modalités de vente;
- b) la taxation;
- c) les niveaux commerciaux;
- d) les quantités;
- e) les caractéristiques physiques.

##### Méthodes de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation

**17.-1)** La TRA doit effectuer la comparaison aux fins de l'article 6 2) c) en comparant-

- a) la valeur normale moyenne pondérée avec la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables;

- b) la valeur normale avec les prix à l'exportation transaction par transaction; ou
- c) lorsque le paragraphe 2) s'applique, une valeur normale moyenne pondérée avec les transactions à l'exportation prises individuellement.

2) Le présent paragraphe s'applique lorsque-

- a) la TRA constate que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents importateurs ou acheteurs au Royaume-Uni, différentes parties du Royaume-Uni ou différentes périodes; et
- b) la TRA est convaincue qu'il n'est pas possible de prendre dûment en compte de ces différences en utilisant l'une quelconque des méthodes énoncées au paragraphe 1) a) ou 1) b).

### **Conversion de monnaies**

**18.-**1) Le présent article s'applique lorsque la TRA est tenue de procéder à une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation aux fins de l'article 6 2) c).

2) Sous réserve des paragraphes 3) et 4), lorsque la TRA est tenue d'effectuer une conversion de monnaies pour procéder à la comparaison visée au paragraphe 1), elle doit utiliser le taux de change en vigueur à la date de la vente des produits.

3) Lorsqu'une vente de monnaie étrangère sur les marchés à terme est directement liée à la vente à l'exportation considérée, la TRA doit utiliser le taux de change pratiqué pour la vente à terme des produits.

4) Pour effectuer une conversion de monnaies, la TRA-

- a) doit écarter les fluctuations à court terme des taux de change; et
- b) peut prendre en considération les mouvements durables des taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête, à condition qu'elle accorde aux exportateurs étrangers 60 jours au moins pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte de ces mouvements.

5) Aux fins du présent article-

a) l'expression "le taux de change" s'entend du taux de change que la TRA juge le plus approprié compte tenu, entre autres choses, des conditions matérielles de la vente; et

b) la TRA doit traiter la "date de la vente" aux fins du paragraphe 2) comme étant la date-

- i) de la facture;
- ii) du contrat;
- iii) de la commande; ou
- iv) de la confirmation de la commande,

qui établit les conditions matérielles de la vente.

## **PARTIE 3 SUBVENTIONNEMENT**

### **CHAPITRE 1 INTRODUCTION**

#### **Objet de la partie 3**

**19.-1)** La TRA déterminera, conformément au paragraphe 3 de l'annexe 4 de la Loi et de la présente partie, si les produits qui sont importés au Royaume-Uni sont subventionnés.

2) Pour effectuer cette détermination, la TRA doit déterminer-

a) s'il existe une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire au sens du paragraphe 3 de l'annexe 4 de la Loi en relation avec les produits; et

b) le montant de la subvention qui est imputé à ces produits.

3) Aux fins du paragraphe 2) a), la TRA doit déterminer si-

a) il existe une subvention conformément au paragraphe 3 3) de l'annexe 4 de la Loi aux fins des articles 20 (sens de l'expression contribution financière d'une autorité étrangère) et 21 (avantage conféré); et

b) la subvention est spécifique conformément à l'article 22 (spécificité).

### **CHAPITRE 2 DÉTERMINATION DU POINT DE SAVOIR S'IL Y A UNE SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU À UNE MESURE COMPENSATOIRE**

#### **Sens de l'expression contribution financière d'une autorité étrangère**

**20.-1)** Aux fins du paragraphe 3 de l'annexe 4 de la Loi, une autorité étrangère accorde une contribution financière lorsque-

a) sa pratique comporte un transfert direct ou potentiel direct de fonds ou de passif;

b) sous réserve du paragraphe 2), des recettes qui lui sont normalement dues sont abandonnées ou ne sont pas perçues;

c) elle fournit des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale;

d) elle achète des biens; ou

e) elle fait des versements à un mécanisme de financement, ou charge un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux alinéas a) à d) qui sont normalement de son ressort, ou lui ordonne de le faire, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des autorités étrangères;

2) Lorsque des recettes sont abandonnées ou ne sont pas perçues d'une autre façon, la TRA doit déterminer qu'une contribution financière n'a pas été faite et, ce faisant, elle doit, en particulier, prendre en considération la note de bas de page 1 et les Annexes I à III de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (qui font partie de l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC) (5).

3) Aux fins-

a) du paragraphe 1) a), le transfert direct ou potentiel de fonds inclut les dons, prêts, participations au capital social et garanties de prêt;

b) du paragraphe 1) b), les recettes normalement exigibles qui sont abandonnées incluent les incitations fiscales telles que les crédits d'impôt.

### **Avantage conféré**

**21.-1)** La TRA doit déterminer si une contribution financière faite par une autorité étrangère confère un avantage aux fins du paragraphe 3 de l'annexe 4 de la Loi conformément au présent article.

2) La TRA doit déterminer si une personne a obtenu directement ou indirectement un avantage conféré par une contribution financière ou une forme de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (qui fait partie de l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC).

3) Lorsqu'il y a prise de participation de l'autorité étrangère au capital social d'une entreprise, la TRA peut déterminer qu'un avantage est conféré lorsqu'elle estime que la décision en matière d'investissement est incompatible avec la pratique habituelle concernant les investissements, y compris pour ce qui est de la fourniture de capital-risque, des investisseurs privés dans le pays ou sur le territoire étranger où la contribution financière a été accordée.

4) Lorsqu'une autorité étrangère accorde un prêt, la TRA peut déterminer qu'un avantage conféré est lorsqu'elle estime qu'il existe une différence entre le montant que le bénéficiaire du prêt paie sur le prêt de l'autorité étrangère et le montant qu'il paierait sur un prêt commercial comparable qu'il pourrait effectivement obtenir sur le marché.

5) Lorsqu'elle établit une détermination au titre du paragraphe 4), la TRA peut procéder à des ajustements pour tenir compte des commissions que doit payer le bénéficiaire afin de recevoir le prêt.

6) Lorsque l'autorité étrangère garantit un prêt, la TRA peut déterminer qu'un avantage est conféré lorsqu'elle estime qu'il existe une différence entre le montant que le bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par l'autorité étrangère et le montant qu'il paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de cette garantie.

7) Lorsqu'elle établit une détermination au titre du paragraphe 6), la TRA peut procéder à des ajustements pour tenir compte des commissions que doit payer le bénéficiaire afin de recevoir la garantie.

8) Dans les cas où l'autorité étrangère fait une contribution financière sous la forme de fourniture de biens ou de services, la TRA peut déterminer qu'un avantage est conféré lorsqu'elle détermine que la rémunération pour les biens ou services n'est pas une rémunération adéquate par rapport aux modalités et conditions du marché existantes pour les biens ou les services dans le pays ou sur le territoire étranger où la contribution a été faite.

9) Dans les cas où l'autorité étrangère fait une contribution financière sous la forme d'achat de biens, la TRA peut déterminer qu'un avantage est conféré lorsqu'elle détermine que la rémunération payée pour les biens par l'autorité étrangère est plus qu'adéquate par rapport aux modalités et conditions du marché existantes pour les biens dans le pays ou sur le territoire étranger où la contribution a été faite.

10) Aux fins des paragraphes 8) et 9), lorsqu'elle examine si la rémunération est insuffisante ou plus qu'adéquate, la TRA peut prendre en considération le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente.

11) Aux fins du présent article, lorsqu'elle estime que les modalités et conditions du marché existantes pour le bien ou service en question dans le pays ou sur le territoire étranger ne sont pas un point de repère approprié, la TRA peut-

a) ajuster les conditions et modalités sur la base des coûts, des prix et des autres facteurs effectifs disponibles dans ce pays ou territoire, d'un montant approprié reflétant les conditions les modalités normales du marché; ou

b) appliquer les conditions et modalités existant sur le marché d'un autre pays ou territoire ou sur le marché mondial, auxquelles les bénéficiaires auraient eu accès.

### **Spécificité**

**22.-1)** La TRA doit déterminer si une contribution financière est spécifique aux fins du paragraphe 3 de l'annexe 4 de la Loi conformément au présent article.

2) Pour déterminer si une subvention est spécifique ou non, la TRA doit examiner si-

a) la subvention est explicitement-

i) limitée à certaines entreprises ou branches de production;

ii) subordonnée aux résultats à l'exportation;

iii) subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés;

iv) limitée à une région géographique spécifique relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention; ou

b) la subvention est en fait octroyée d'une manière spécifique.

3) Aux fins du paragraphe 2 b), les circonstances dans lesquelles une subvention est en fait appliquée d'une manière spécifique incluent-

a) les cas où elle a été utilisée de manière disproportionnée par certaines entreprises, branches de production ou régions ou accordée de manière disproportionnée à certaines entreprises, branches de production ou régions;

b) lorsque l'octroi relève d'un pouvoir discrétionnaire, les cas où ce pouvoir discrétionnaire a été exercé en faveur d'entreprises, de branches de production ou de régions spécifiques.

4) Pour déterminer si une subvention est spécifique ou non, outre les questions visées au paragraphe 2), la TRA doit examiner-

a) si l'autorité étrangère établit des critères objectifs ou des conditions régissant l'admissibilité au bénéfice de la subvention et le montant de la subvention;

b) si les critères ou conditions sont clairs et vérifiables;

c) si les modalités de la subvention sont observées strictement;

d) si le droit de bénéficier de la subvention est automatique; et

e) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

5) Aux fins du présent article-

a) la fixation ou la modification de taux d'imposition d'application générale par les autorités publiques de tous niveaux qui sont habilitées à le faire ne sera pas réputée être une subvention spécifique;

b) l'expression "critères ou conditions objectifs" s'entend de critères ou conditions neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres, et qui sont de caractère économique et d'application horizontale, par exemple nombre de salariés ou taille de l'entreprise;

c) une subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation lorsque, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, elle est liée aux exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues, mais le simple fait qu'une subvention est accordée à des



entreprises qui exportent ne signifie pas pour cette seule raison qu'elle est subordonnée aux résultats à l'exportation;

d) une subvention est subordonnée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés lorsque, en droit et en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, elle est liée à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

6) Pour déterminer si une subvention est une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation, la TRA doit, en particulier, prendre en considération la note de bas de page 1 et les Annexes I à III de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (qui font partie de l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC).

### CHAPITRE 3 CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION POUVANT ÊTRE IMPUTÉ AUX IMPORTATIONS SUBVENTIONNÉES

#### Étapes du calcul

**23.-1)** La TRA doit calculer le montant de la subvention imputable aux produits.

2) Pour effectuer son calcul, la TRA doit déterminer-

a) le montant total de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire conformément à l'article 24 (détermination du montant de l'avantage conféré);

b) le montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire qui est imputable sur la période couverte par l'enquête conformément à l'article 25 (détermination du montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire imputable sur la période couverte par l'enquête); et

c) les produits auxquels la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire peut être imputée sur la période couverte par l'enquête conformément à l'article 26 (détermination des produits auxquels la subvention est imputable sur la période couverte par l'enquête).

3) La TRA doit déterminer le taux de subvention imputable aux produits en divisant le montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire conformément à l'article 25 (détermination du montant de la mesure imputé sur la période couverte par l'enquête) par la valeur des produits déterminée conformément à l'article 26 (détermination des produits auxquels la subvention est imputable sur la période couverte par l'enquête).

4) Le montant de la subvention doit être exprimé sous la forme d'un taux *ad valorem* de la valeur des importations subventionnées.

5) Dans les cas où un exportateur étranger bénéficie, directement ou indirectement, de plus d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire pendant la période couverte par l'enquête, la TRA doit suivre les étapes prévues aux paragraphes 2) à 4) pour chacune de ces subventions.

6) Aux fins du paragraphe 4 4) de l'annexe 4 de la Loi, la période spécifiée est la période couverte par l'enquête.

#### Détermination du montant de l'avantage conféré

**24.-1)** La TRA doit déterminer le montant total de l'avantage conféré par la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire, compte tenu du type de subventions et de tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

2) Dans les circonstances visées-

a) dans l'article 21 4), l'avantage correspond à la différence entre le montant payé sur le prêt des pouvoirs publics et celui qui serait payé sur un prêt commercial comparable que le bénéficiaire pourrait effectivement obtenir sur le marché; et

b) à l'article 21 6), l'avantage correspond à la différence entre le montant payé sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qui serait payé pour un prêt commercial comparable sur le marché en l'absence de garantie des pouvoirs publics.

3) La TRA doit déduire du montant de l'avantage conféré par la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire-

a) tous frais de dossier ou autres coûts qu'il est nécessaire d'engager pour être admis à bénéficier de la subvention ou pour l'obtenir; et

b) les taxes à l'exportation, droits ou autres impositions prélevés à l'exportation des produits vers le Royaume-Uni, destinés à compenser la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.

**Détermination du montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire imputable sur la période couverte par l'enquête**

**25.-1)** Sous réserve des paragraphes 2) à 4), le montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire qui est imputable sur la période couverte par l'enquête est le montant total reçu pendant la période couverte par l'enquête.

2) Lorsqu'une subvention admissible pouvant donner lieu à une mesure compensatoire n'a pas été reçue au cours de la période couverte par l'enquête mais est en partie imputable sur cette période, la partie qui est imputable sur ladite période doit être incluse dans le montant de la subvention.

3) Lorsqu'une subvention admissible pouvant donner lieu à une mesure compensatoire a été reçue au cours de la période couverte par l'enquête mais est en partie seulement imputable sur cette période, la partie qui est imputable sur ladite période doit être incluse dans le montant de la subvention.

4) Aux fins des paragraphes 2) et 3), une "subvention admissible pouvant donner lieu à une mesure compensatoire" est une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire dont la valeur représente au moins 1 pour cent de toutes les ventes des produits auxquels ladite subvention est imputable.

**Détermination des produits auxquels la subvention est imputable pendant la période couverte par l'enquête**

**26.-1)** Sous réserve des paragraphes 2) à 5), la subvention imputable sur la période couverte par l'enquête doit être imputée à toutes les ventes des produits réalisées au cours de la période couverte par l'enquête.

2) Lorsque la TRA estime que la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire reçue est liée à une catégorie spécifique de produits, alors elle doit l'imputer à ces produits.

3) Lorsque la TRA estime qu'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est liée à l'exportation de produits particuliers, elle doit l'imputer à toutes les exportations de ces produits particuliers réalisées au cours de la période couverte par l'enquête.

4) Lorsque la TRA considère qu'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est liée à l'exportation de produits particuliers, elle doit l'imputer à tous les produits vendus au cours de la période couverte par l'enquête.

5) Lorsque la TRA considère qu'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est liée aux ventes de produits sur un marché particulier, elle doit imputer la subvention à tous les produits vendus sur ce marché particulier pendant la période couverte par l'enquête.

## **PARTIE 4 DOMMAGE ET LIEN DE CAUSALITÉ**

### **Détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité conformément à la présente partie**

**27.-1)** La présente partie s'applique lorsque la TRA est tenue de déterminer si des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées ont causé ou causent un dommage au Royaume-Uni au sens du paragraphe 5 de l'annexe 4 de la Loi.

2) Lorsque la TRA a déterminé que des produits avaient fait ou faisaient l'objet d'un dumping (conformément à la partie 2) ou que des produits qui avaient été ou étaient importés au Royaume-Uni avaient bénéficié d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire (conformément à la partie 3), elle doit déterminer si-

a) une branche de production britannique a subi ou subit un dommage au sens de l'article 30 (détermination de l'existence d'un dommage); et

b) les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées, selon le cas, ont causé ou causent ce dommage au Royaume-Uni.

### **Sens de l'expression "menace de dommage important"**

**28.-1)** Aux fins du paragraphe 5 l'annexe 4 de la Loi, une "menace de dommage important" s'entend d'un dommage qui, bien qu'il ne se soit pas encore produit, est nettement prévu et imminent.

2) Pour déterminer s'il existe une menace de dommage important, la TRA peut examiner, entre autres choses-

a) dans quelle mesure un taux d'accroissement notable du volume d'importation des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées au Royaume-Uni dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;

b) si l'exportateur étranger a une capacité suffisante et librement disponible ou si sa capacité enregistre une augmentation imminente et substantielle, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées au Royaume-Uni, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber les exportations additionnelles de ces produits;

c) si les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées entrent au Royaume-Uni à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix au Royaume-Uni dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix, et si ces prix accroîtront probablement la demande de nouvelles importations des produits considérés;

d) les stocks de l'exportateur étranger des produits considérés; et

e) dans le cas des subventions seulement, la nature de la subvention et les effets sur le commerce dont la TRA aura déterminé qu'ils découleront probablement de cette subvention.

### **Écarter un producteur aux fins de la définition d'une branche de production britannique**

**29.-1)** Le présent article s'applique dans les cas où la TRA examine si un producteur est un "producteur des produits similaires au Royaume-Uni" ("producteur britannique") aux fins de la définition d'une "branche de production britannique" énoncée au paragraphe 6 de l'annexe 4 de la Loi.

2) La TRA peut déterminer que le producteur n'est pas un producteur britannique lorsque le producteur est-

- a) un importateur des produits considérés;
- b) lié à un exportateur étranger des produits considérés dans le pays ou sur le territoire exportateur; ou
- c) lié à un importateur des produits considérés au Royaume-Uni.

3) Aux fins du paragraphe 2), un producteur est "lié" à une autre personne ("P") si-

- a) le producteur contrôle directement ou indirectement P ou est contrôlé directement ou indirectement par P; ou
- b) le producteur et P contrôlent directement ou indirectement la même tierce partie ou sont contrôlés directement ou indirectement par la même tierce partie.

4) La TRA peut déterminer qu'un producteur n'est pas un producteur britannique seulement lorsque le producteur est lié à P et qu'elle estime que l'effet de la relation est tel que ce producteur se comporte différemment des producteurs non liés des produits similaires au Royaume-Uni.

5) Aux fins du présent paragraphe, il sera considéré qu'une entité contrôle l'autre, directement ou indirectement, si elle est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celle-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

### **Détermination de l'existence d'un dommage**

**30.-1)** Aux fins de la présente partie, la TRA doit déterminer si la branche de production britannique a subi ou subi un dommage pendant la période relative au dommage.

2) Pour déterminer si la branche de production britannique a subi un dommage, la TRA doit examiner-

- a) le volume des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées pendant la période relative au dommage;
- b) l'effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées sur les prix des produits similaires au Royaume-Uni pendant la période relative au dommage;
- c) l'effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées pendant la période relative au dommage; et
- d) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

3) La TRA doit procéder à son examen en se référant seulement aux données concernant la production des produits similaires au Royaume-Uni qui ne sont pas exportés à partir du Royaume-Uni, mais lorsque les données relatives aux produits similaires ne peuvent pas être séparées des données relatives à une catégorie plus large de produits incluant les produits similaires, elle peut utiliser les données relatives à cette catégorie plus large de produits.

4) Aux fins de la présente partie, la "période relative au dommage" est la période d'enquête qui prend en compte l'évolution survenue au cours des 3 périodes de 12 mois précédant la période couverte par l'enquête en question, à moins que la TRA ne juge approprié d'utiliser une autre période, auquel cas la période relative au dommage s'entendra de cette autre période.

### **Volume des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées**

**31.** Pour examiner le volume des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées pendant la période relative au dommage aux fins de l'article 30 2) a), la TRA doit examiner s'il y a eu augmentation notable des importations de produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées au Royaume-Uni, soit en quantité absolue soit par rapport à la production ou à la consommation.

**Effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées**

**32.** Pour examiner, aux fins de l'article 30 2) b), l'effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées sur les prix des produits similaires au Royaume-Uni pendant la période relative au dommage, la TRA doit examiner si-

a) il y a eu, dans les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées, sous-cotation notable du prix par rapport au prix des produits similaires produits au Royaume-Uni; ou

b) les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées ont eu pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses des prix des produits similaires produits au Royaume-Uni dans une mesure notable.

**Effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées sur une branche de production britannique**

**33.** Pour examiner, aux fins de l'article 30 2) c), l'effet des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées sur une branche de production britannique, la TRA doit prendre en compte tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants-

a) diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement ou de l'utilisation des capacités;

b) facteurs qui influent sur les prix intérieurs des produits similaires;

c) dans le cas d'un dumping, importance de la marge de dumping;

d) effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

**Cumul**

**34.-1)** Le présent article s'applique dans les cas où les produits en provenance de plus d'un pays ou territoire étranger font l'objet d'enquêtes simultanées de la TRA sur l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement.

2) Lorsque cet article s'applique, la TRA peut procéder à une évaluation cumulative de tous les effets des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées, selon le cas, conformément au paragraphe 5 4) de l'annexe 4 de la Loi, à condition que-

a) le montant du dumping ou du subventionnement établi en relation avec les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées en provenance de chaque pays ou territoire étranger soit supérieur au niveau minimal;

b) le volume des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées importées en provenance de chaque pays ou territoire étranger ne soit pas négligeable; et

c) elle estime qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence.

3) Aux fins du paragraphe 2) c), la TRA doit examiner les conditions de concurrence entre-

a) les importations des produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées provenant de différentes sources; et

b) les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées et les produits similaires au Royaume-Uni.

### **Lien de causalité et non-imputation**

**35.-1)** Aux fins de l'établissement d'une détermination au titre de l'article 27 2) b), la TRA doit examiner si de quelconques facteurs connus autres que les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées ("autres facteurs connus") ont causé ou causent un dommage à une branche de production britannique.

2) Le dommage causé par d'autres facteurs connus ne doit pas être imputé aux produits faisant l'objet d'un dumping ou aux importations subventionnées.

3) Aux fins du paragraphe 2), les autres facteurs connus peuvent inclure-

a) le volume et les prix des importations qui ne font pas l'objet d'un dumping ou ne sont pas subventionnées au Royaume-Uni;

b) la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation des produits similaires au Royaume-Uni;

c) les pratiques commerciales restrictives des exportateurs étrangers et de la branche de production britannique et la concurrence entre les deux;

d) l'évolution des techniques; et

e) les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production britannique.

**PARTIE 5 NIVEAU D'UN MONTANT ESTIMÉ DE DROIT ANTIDUMPING OU  
DE DROIT COMPENSATEUR OU DU MONTANT DU DROIT  
ANTIDUMPING OU DU DROIT COMPENSATEUR**

**Détermination d'un montant de droit suffisant pour faire disparaître le dommage**

**36.-1)** Conformément aux paragraphes 14 4) et 18 7) de l'annexe 4 de la Loi, la TRA doit déterminer le montant du droit antidumping ou du droit compensateur (ou, dans le cas d'une mesure corrective provisoire, un montant estimé de droit antidumping ou de droit compensateur) suffisant pour faire disparaître le dommage causé à une branche de production britannique par les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées conformément au présent article ("montant pertinent").

2) La TRA doit déterminer le montant pertinent qu'elle juge nécessaire pour empêcher qu'un dommage ne soit causé à la branche de production britannique en se fondant sur une évaluation de l'augmentation minimale des prix à l'importation des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées qui ferait disparaître le dommage.

3) Sous réserve du paragraphe 4), la TRA peut prendre en compte tous renseignements qu'elle juge pertinents pour le calcul du montant pertinent.

4) La TRA doit écarter les facteurs autres que l'importation des produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées qui ont causé ou causent un dommage à la branche de production britannique lorsqu'elle établit sa détermination.

5) Lorsque le montant déterminé conformément au présent article est inférieur à 2 pour cent du prix des importations, alors la TRA doit l'écarter, et le montant suffisant pour faire disparaître le dommage est zéro.

**Détermination du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pour les exportateurs non inclus dans l'échantillon**

**37.-1)** Aux fins du présent article, un "exportateur non inclus dans l'échantillon" est un exportateur étranger qui-

a) a coopéré à l'enquête de la TRA; et

b) n'a pas été sélectionné par la TRA pour faire partie d'un échantillon choisi conformément aux articles 56 (recours à l'échantillonnage s'agissant de la partie 2 du présent règlement) ou 57 (recours à l'échantillonnage s'agissant des parties 3, 4 et 5 du présent règlement).

2) Dans les cas où la TRA a limité son examen conformément à l'article 56 (recours à l'échantillonnage s'agissant de la partie 2 du présent règlement) ou 57 (recours à l'échantillonnage s'agissant des parties 3, 4 et 5 du présent règlement), elle doit déterminer le montant du droit antidumping ou du droit compensateur appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon (ou, dans le cas d'une mesure corrective provisoire, le montant estimé du droit antidumping ou du droit compensateur) ("montant appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon").

3) Sous réserve du paragraphe 5), le montant appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon est la moyenne pondérée des montants établis pour les exportateurs étrangers dans l'échantillon.

4) Lorsqu'elle détermine la moyenne pondérée des montants déterminés pour les exportateurs étrangers dans l'échantillon, la TRA doit écarter les montants déterminés pour les exportateurs étrangers dont elle a déterminé qu'ils ne coopéraient pas au sens de l'article 49 (non-coopération).

5) Dans les cas où la TRA aura calculé un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur conformément aux articles 56 7) ou 57 5) pour un exportateur étranger particulier,



alors le montant du droit antidumping ou du droit compensateur déterminé pour cet exportateur étranger sera le montant qu'elle aura calculé conformément à ces articles.

#### **Détermination d'un montant résiduel**

**38.-1)** La TRA doit déterminer un montant de droit antidumping ou de droit compensateur (ou, dans le cas d'une mesure corrective provisoire, un montant estimé de droit antidumping ou de droit compensateur) ("montant résiduel") pour les exportateurs étrangers auxquels le présent article s'applique.

2) Le présent article s'applique à un exportateur étranger dans les cas où-

a) la TRA n'a pas déterminé un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur (ou, dans le cas d'une mesure corrective provisoire, un montant estimé de droit antidumping ou de droit compensateur) pour cet exportateur étranger; et

b) l'exportateur n'est pas un exportateur étranger non inclus dans l'échantillon au sens de l'article 37 (détermination du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pour les importateurs étrangers non inclus dans l'échantillon).

3) La TRA peut déterminer le montant résiduel en utilisant tous moyens raisonnables.

4) Lorsqu'elle détermine le montant résiduel conformément au présent article, la TRA peut tenir compte de tous renseignements disponibles, y compris-

a) les renseignements figurant dans la demande;

b) les renseignements reçus des autres parties intéressées pendant l'enquête, y compris d'autres exportateurs étrangers;

c) les listes de prix publiées;

d) les statistiques d'importation officielles ou les statistiques douanières;

e) les données pertinentes relatives au marché mondial ou à d'autres marchés représentatifs.

## **PARTIE 6 OUVERTURE ET CONDUITE D'UNE ENQUÊTE**

### **CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS**

#### **Objet de la partie 6**

**39.** En vertu des paragraphes 9, 10, 29 et 31 de l'annexe 4 de la Loi, l'ouverture et la conduite des enquêtes sont visées par la présente partie.

#### **Dispositions générales**

**40.-1)** Sous réserve de toute disposition contraire énoncée dans la présente partie, la TRA peut faire tout ce qu'elle estime approprié dans l'exercice de l'une quelconque de ses fonctions conformément au présent règlement.

2) En particulier, la TRA peut-

- a) examiner les renseignements qui lui sont fournis par toute personne;
- b) demander que toute personne lui fournisse des renseignements;
- c) fixer des délais pour les réponses à ses demandes et modifier ces délais;
- d) spécifier le format ou la structure des réponses à ses questions;
- e) accepter des renseignements qui lui sont fournis en dehors des délais applicables.

#### **Révision du champ d'une enquête**

**41.-1)** Le présent article s'applique après que la TRA a publié un avis de détermination annonçant l'ouverture d'une enquête conformément aux paragraphes 9 5) d) ou 9 6) c) de l'annexe 4 de la Loi.

2) Sous réserve des paragraphes 3) et 4), la TRA ne doit pas réviser le champ d'une enquête.

3) La TRA peut réviser le champ d'une enquête sur l'existence d'un dumping de façon à modifier-

- a) la description des produits considérés; ou
- b) la période couverte par l'enquête,

lorsqu'elle a fourni aux parties intéressées et aux contributeurs les raisons de la révision projetée et leur a ménagé la possibilité de formuler des observations.

4) La TRA peut réviser le champ d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement de façon à-

- a) modifier la description des produits considérés;
- b) inclure des subventions alléguées qui n'ont pas été mentionnées dans l'avis d'ouverture; ou
- c) modifier la période couverte par l'enquête,

lorsqu'elle a fourni aux parties intéressées et aux contributeurs les raisons de la révision projetée et leur a ménagé la possibilité de formuler des observations.

5) Pour déterminer s'il convient de réviser le champ d'une enquête au titre des paragraphes 3) ou 4), la TRA doit examiner-

a) la probabilité qu'elle ait décidé d'ouvrir une enquête ayant le champ d'application défini dans sa révision projetée si les renseignements mis à sa disposition après l'ouverture de l'enquête avaient été indiqués dans la demande;

b) si la révision projetée peut causer un quelconque dommage aux intérêts de toute partie intéressée ou de tout contributeur; et

c) si la révision projetée l'empêchera de mener l'enquête avec diligence.

6) Dans les cas où la TRA a établi, en vertu de le présent article, une détermination visant réviser le champ de l'enquête, elle doit publier un avis d'ouverture modifié.

### **Limitation concernant le regroupement**

**42.-**1) Sous réserve des paragraphes 2) et 3), la TRA peut regrouper les enquêtes.

2) La TRA ne doit pas regrouper une enquête sur l'existence d'un dumping et une enquête sur l'existence d'un subventionnement (et vice versa).

3) La TRA ne doit pas regrouper les enquêtes à moins qu'elle ait d'abord fourni aux parties intéressées les raisons du regroupement projeté et leur ait ménagé la possibilité de formuler des observations.

4) Lorsque la TRA a établi au titre du présent article une détermination visant au regroupement des enquêtes, elle doit publier un avis d'ouverture modifié.

### **Communication présumée**

**43.** Tout document communiqué à la TRA est réputé avoir été communiqué à la première des dates suivantes-

a) le premier jour ouvrable suivant le jour où il a été reçu par la TRA; ou

b) le jour où la TRA délivre un accusé de réception.

### **Dossier public**

**44.** Pour chaque enquête, la TRA doit établir et tenir à jour un dossier ouvert au public ("dossier public") contenant les renseignements, autres que des renseignements confidentiels, qu'elle juge importants pour l'enquête.

### **Renseignements confidentiels**

**45.-**1) Le paragraphe 3) s'applique lorsqu'une personne-

a) fournit des renseignements à la TRA dans le cadre de l'une quelconque des fonctions exercées par celle-ci en vertu de la Loi ou du présent règlement;

b) soit-

i) demande à la TRA de traiter ces renseignements comme confidentiels au motif qu'ils sont de nature confidentielle; soit

ii) fournit ces renseignements à la TRA à titre confidentiel;

c) présente à la TRA des raisons valables de traiter ces renseignements comme confidentiels; et

d) présente-

- i) un résumé non confidentiel (voir le paragraphe 6) a)) de ces renseignements; ou
- ii) dans des circonstances exceptionnelles, un exposé des raisons (voir le paragraphe 6) b)).

2) Aux fins du paragraphe 1) b) i), les renseignements qui sont de nature confidentielle comprennent des renseignements qui, s'ils étaient divulgués,-

a) avantageraient de façon notable un concurrent de la personne qui a fourni les renseignements;

b) auraient un effet défavorable notable pour-

- i) la personne qui a fourni les renseignements; ou
- ii) toute personne auprès de qui la personne qui a fourni les renseignements les avait obtenus.

3) Lorsque le présent paragraphe s'applique, la TRA doit traiter ces renseignements comme confidentiels.

4) La TRA peut traiter des renseignements comme confidentiels lorsqu'ils lui sont communiqués autrement que conformément au paragraphe 1) et, lorsqu'elle le fait, elle doit-

a) informer la personne qui a fourni les renseignements qu'elle a l'intention de traiter ceux-ci comme confidentiels; et

b) demander que cette personne fournisse un résumé non confidentiel de ces renseignements.

5) Le Secrétaire d'État doit traiter comme confidentiels les renseignements fournis par la TRA en vertu de l'article 46 2) et identifiés par celle-ci comme des renseignements qu'elle traite comme confidentiels en vertu du présent article.

6) Dans le présent article-

a) un "résumé non confidentiel" des renseignements s'entend d'un résumé suffisamment détaillé destiné au dossier public visé dans l'article 44 (dossier public) qui permettrait à une personne autre que la TRA de comprendre raisonnablement-

i) la substance des renseignements auxquels il se rapporte; et

ii) sa pertinence potentielle pour l'exercice par la TRA de toute fonction prévue par la Loi ou le présent règlement;

b) un "exposé des raisons" s'entend d'une déclaration exposant les raisons pour lesquelles la TRA devrait traiter comme confidentiels les renseignements qu'une personne a communiqués et pour lesquelles un résumé de ces renseignements conformément au présent article ne peut être fourni.

### **Divulgaration autorisée**

**46.-1)** La TRA ou le Secrétaire d'État peuvent divulguer des renseignements qu'ils traitent comme confidentiels dans les cas où cette divulgation est-

a) faite avec le consentement de la personne qui a fourni les renseignements;

b) faite aux fins d'une procédure engagée devant une juridiction du Royaume-Uni en ce qui concerne l'exercice par la TRA ou le Secrétaire d'État de toute fonction prévue par la Loi ou le présent règlement;

c) faite aux fins d'un différend international relatif à l'exercice par la TRA ou le Secrétaire d'État de toute fonction prévue par la Loi ou le présent règlement; ou

d) requise ou autorisée par tout autre texte législatif ou règle de droit.

2) La TRA peut divulguer au Secrétaire d'État des renseignements qu'elle traite comme confidentiels aux fins qu'il exerce des fonctions prévues par la Loi ou le présent règlement.

3) Dans les cas où la TRA ou le Secrétaire d'État ont le pouvoir discrétionnaire de faire une divulgation au titre du paragraphe 1) b), c) ou d), ils doivent examiner si cette divulgation est susceptible de permettre, ou d'avoir pour effet, de mettre ces renseignements à la disposition d'un concurrent-

a) de la personne qui a fourni ces renseignements; ou

b) de la personne concernée par ces renseignements.

4) Au paragraphe 1) d), la référence à un texte législatif inclut un texte législatif contenu dans une Loi du Parlement écossais ou dans un instrument établi en vertu d'une telle loi.

### **Utilisation des renseignements et données de fait provenant de sources secondaires mis à la disposition de la TRA**

**47.-1)** Le présent article s'applique en ce qui concerne l'exercice par la TRA des fonctions prévues dans la Loi ou le présent règlement.

2) La TRA doit tenir compte des renseignements qui lui ont été communiqués par une branche de production britannique requérante, une partie intéressée, un contributeur ou par toute autre personne à qui elle a demandé des renseignements, à condition que les renseignements-

a) soient vérifiables;

b) aient été dûment présentés de sorte qu'elle puisse les utiliser sans difficulté indue;

c) aient été fournis dans les délais applicables; et

d) le cas échéant, aient été fournis sous la forme demandée.

3) La TRA ne doit pas tenir compte des exposés oraux visés dans l'article 61 4) à moins-

a) que ces exposés soient reproduits par écrit; et

b) qu'elle ait mis les reproductions écrites à la disposition des parties intéressées et des contributeurs.

4) La TRA peut ne pas tenir compte des renseignements qu'elle traite comme confidentiels (et qu'elle aurait normalement pris en considération) lorsque la personne qui a fourni ces renseignements n'a pas fourni un résumé non confidentiel ou un exposé des raisons conformément à l'article 45 (renseignements confidentiels), sauf si elle a été convaincue, d'après des sources appropriées, que les renseignements en question étaient corrects.

5) La TRA peut établir une détermination sur la base des renseignements obtenus auprès de sources secondaires, y compris les renseignements fournis dans une demande, à condition de-

a) faire preuve d'une circonspection particulière; et

b) lorsque cela est réalisable, vérifier ces renseignements d'après des sources indépendantes, y compris mais non exclusivement en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières et aux données relatives aux marchés pertinents.

### **Acceptation ou rejet des renseignements**

**48.-1)** Dans les cas où une personne lui a fourni des renseignements en dehors des délais applicables, la TRA peut accepter ces renseignements lorsqu'elle considère que-

a) cela n'entraverait pas les progrès de l'enquête de façon notable; ou

b) il est approprié d'accepter ces renseignements, compte tenu de leur importance potentielle sur toute détermination qu'elle pourrait établir et de toute explication qui aurait été fournie par cette personne quant à la raison pour laquelle elle devrait accepter ces renseignements.

2) Lorsque la TRA rejette les renseignements pour une raison quelconque, elle doit publier les raisons de son rejet dans l'exposé des faits essentiels (voir l'article 62) ou, dans les cas où ces renseignements sont rejetés après la publication de l'exposé des faits essentiels, dans la détermination affirmative ou négative finale.

### **Non-coopération**

**49.-1)** Dans les cas où la TRA détermine qu'une partie intéressée n'a pas coopéré à une enquête ou a entravé d'une autre manière le progrès d'une enquête de manière notable ("partie qui ne coopère pas"), elle pourra ne pas tenir compte des renseignements communiqués par cette partie.

2) Aux fins du paragraphe 1), la TRA ne doit pas déterminer qu'une partie intéressée est une partie qui ne coopère pas lorsqu'elle-

a) détermine que cette partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités; ou

b) a admis que le respect d'une quelconque demande de renseignements devant être fournis sous une forme particulière serait déraisonnablement astreignant pour cette partie.

## **CHAPITRE 2 OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE**

### **Demande**

**50.-1)** Une demande présentée par une branche de production britannique requérante en vue de l'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping doit contenir tous les renseignements énumérés au paragraphe 1 de l'annexe 1 qui peuvent raisonnablement être à la disposition de cette branche.

2) Une demande présentée par une branche de production britannique requérante demandant l'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement doit contenir tous les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'annexe 1 qui peuvent raisonnablement être à la disposition de cette branche.

3) Une demande visée aux paragraphes 1) et 2) peut contenir les renseignements additionnels que la branche de production britannique requérante juge pertinents.

4) Lorsqu'une branche de production britannique requérante retire sa demande en en avisant la TRA par écrit avant la publication de l'avis mentionné au paragraphe 9 5) d) ou 9 6) c) de l'annexe 4 de la Loi, la demande est considérée comme n'ayant pas été présentée.

### **Prescription relative aux parts de marché**

**51.** Aux fins du paragraphe 9 de l'annexe 4 de la Loi, il est satisfait à la prescription relative aux parts de marché lorsque la TRA est convaincue que la "part" du marché détenue par la branche de production britannique-

- a) représente au moins 1 pour cent; ou
- b) toute autre part plus élevée que la TRA jugera appropriée compte tenu des produits et du marché particulier de ces produits.

### **Évaluation d'une demande**

**52.-1)** La TRA doit examiner l'exactitude et l'adéquation des renseignements contenus dans une demande ou fournis avec celle-ci afin de déterminer si ces renseignements sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre du paragraphe 9 de l'annexe 4 de la Loi.

2) Aux fins du paragraphe 9 1) a) i) de l'annexe 4 de la Loi, une demande est présentée par une branche de production britannique ou en son nom lorsque la TRA détermine que ladite demande est soutenue par les producteurs britanniques dont les productions additionnées constituent au moins 25 pour cent de la production totale des produits similaires au Royaume-Uni et que d'autres producteurs britanniques des produits similaires dont les productions additionnées sont supérieures ou égales à ce pourcentage n'y sont pas opposés.

3) La TRA peut rejeter une demande lorsqu'elle estime que celle-ci ne satisfait pas aux prescriptions énoncées dans l'article 50 1) ou 50 2), mais elle ne doit pas le faire lorsqu'elle a expressément renoncé à la prescription en question.

4) La TRA peut rejeter une demande si celle-ci n'est pas présentée via son système de gestion des dossiers.

### **Rendre publique une demande**

**53.-1)** La TRA ne doit pas rendre publique une demande avant d'avoir décidé d'ouvrir l'enquête.

2) Toutefois, la TRA peut-

a) demander des renseignements additionnels à toute personne avant de déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête; et

b) organiser des visites dans tous locaux au Royaume-Uni aux fins de déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête.

3) Dès qu'elle a publié un avis d'ouverture d'enquête, la TRA doit communiquer le texte intégral de la demande reçue conformément à l'article 50 (demande)-

a) aux exportateurs étrangers connus d'elle et aux pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné; ou

b) dans les cas où le nombre d'exportateurs étrangers en cause est tel qu'il n'est pas réalisable pour elle de contacter individuellement tous ceux qui sont connus d'elle, aux pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné.

## **CHAPITRE 3 CONDUITE D'UNE ENQUÊTE**

### **Enregistrement des intérêts et envoi des questionnaires**

**54.-1)** Lorsque la TRA a établi une détermination visant à l'ouverture d'une enquête, elle doit fixer un délai pendant lequel les parties intéressées et toute autre personne pourront se faire connaître auprès d'elle ("délai d'enregistrement").

2) Dans une enquête antidumping, la TRA doit, dans toute la mesure du possible, adresser un questionnaire (voir l'article 55) à-

a) toutes les parties intéressées, autres que les pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné, qui se sont fait connaître auprès d'elle dans le délai d'enregistrement;

b) tous les producteurs et importateurs britanniques et tous les exportateurs étrangers (ou leurs associations) que la branche de production britannique requérante a indiqués dans sa demande; et

c) tous les contributeurs qui se sont fait connaître auprès d'elle dans le délai d'enregistrement.

3) Dans une enquête sur l'existence d'un subventionnement, la TRA doit, dans la mesure du possible, adresser un questionnaire à-

a) toutes les parties intéressées qui se sont fait connaître auprès de la TRA dans le délai d'enregistrement;

b) tous les producteurs et importateurs britanniques et tous les exportateurs étrangers (ou leurs associations) que la branche de production britannique requérante a indiqués dans sa demande; et

c) tous les contributeurs qui se sont fait connaître auprès d'elle dans le délai d'enregistrement.

4) Toutefois, lorsque la TRA recourt à l'échantillonnage conformément à l'article 56 (recours à l'échantillonnage s'agissant de la partie 2 du présent règlement) ou 57 (recours à l'échantillonnage s'agissant des parties 3, 4 et 5 du présent règlement), elle peut limiter l'envoi du questionnaire aux parties intéressées incluses dans l'échantillon.

5) Lorsqu'une partie intéressée ou un contributeur se fait connaître auprès d'elle après la fin du délai d'enregistrement, la TRA peut adresser un questionnaire à cette personne.

6) Lorsqu'une partie intéressée ou un contributeur se fait connaître auprès d'elle après la fin du délai d'enregistrement, la TRA peut l'inclure dans un échantillon visé dans l'article 56 (recours à l'échantillonnage s'agissant de la partie 2 du présent règlement) ou 57 (recours à l'échantillonnage s'agissant des parties 3, 4 et 5 du présent règlement).

7) La TRA ne doit pas envoyer de questionnaire après la publication de l'exposé des faits essentiels (voir l'article 62).

### **Forme des questionnaires et avis d'insuffisance**

**55.-1)** Sous réserve du paragraphe 2), le questionnaire visé dans l'article 54 (enregistrement des intérêts et envoi du questionnaire) peut prendre la forme et contenir les questions et autres matériaux que la TRA juge appropriés aux fins de l'enquête.

2) Le questionnaire doit indiquer la date à laquelle il devra être renvoyé à la TRA.

3) Lorsque la TRA détermine, après avoir examiné le questionnaire retourné, que celui-ci est incomplet ou que les renseignements fournis sont insuffisants, elle peut adresser à la partie intéressée ou au contributeur un avis demandant des clarifications ou des renseignements complémentaires ("avis d'insuffisance").

4) L'avis d'insuffisance doit fixer le délai dans lequel tous renseignements manquants, explicatifs ou complémentaires devront être fournis.

### **Recours à l'échantillonnage s'agissant de la partie 2 du présent règlement**

**56.-1)** La TRA doit recourir à l'échantillonnage dans le cadre d'une enquête conformément au présent article pour déterminer si les produits font l'objet d'un dumping aux fins de la partie 2 du présent règlement.

2) La TRA peut, lorsqu'elle juge cela approprié, limiter son examen à un échantillon constitué-

a) d'exportateurs étrangers;



b) d'importateurs; ou

c) de catégories de produits.

3) La TRA doit déterminer quels exportateurs étrangers, importateurs ou catégories de produits, selon le cas, pourront être inclus dans l'échantillon en se fondant sur-

a) le plus gros volume d'exportations en provenance du pays ou territoire exportateur à destination du Royaume-Uni sur lequel elle peut raisonnablement faire porter son enquête; ou

b) une méthode statistique valable.

4) Sous réserve du paragraphe 5), dans les cas où la TRA estime qu'il est approprié de limiter son examen à un échantillon conformément au présent article, elle doit consulter les exportateurs étrangers et les importateurs, selon le cas, au sujet de l'échantillon proposé et, si possible, obtenir leur consentement à cet égard.

5) Le paragraphe 4) ne s'applique pas lorsque la TRA estime qu'il n'est pas possible de procéder à la consultation ou d'obtenir le consentement.

6) Un exportateur étranger qui n'est pas inclus dans un échantillon conformément au présent article peut demander que la TRA calcule une marge de dumping individuelle à condition qu'il ait fourni les renseignements nécessaires à temps pour que ceux-ci soient examinés au cours de l'enquête.

7) Dans les cas où un exportateur étranger présente une demande conformément au paragraphe 6), la TRA doit accepter la demande et calculer une marge de dumping individuelle, sauf si le nombre d'exportateurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment sa tâche et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile.

#### **Recours à l'échantillonnage s'agissant des parties 3, 4 et 5 du présent règlement**

**57.-1)** La TRA peut recourir à l'échantillonnage dans le cadre d'une enquête conformément au présent article pour déterminer-

a) si les importations des produits considérés au Royaume-Uni sont subventionnées;

b) si les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées, selon le cas, ont causé ou causent un dommage au Royaume-Uni; ou

c) le montant nécessaire pour faire disparaître le dommage.

2) La TRA peut, lorsqu'elle juge cela approprié, limiter son examen au titre des parties 3, 4 et 5 du présent règlement à un échantillon constitué-

a) d'importateurs;

b) d'exportateurs étrangers;

c) de catégories de produits;

d) de producteurs britanniques;

e) de transactions concernant l'achat des produits similaires au Royaume-Uni; ou

f) de tout autre élément qu'elle juge approprié d'inclure dans l'échantillon pour établir sa détermination.

3) Lorsque la TRA limite son examen conformément au présent article, elle peut utiliser toute méthode raisonnable pour déterminer l'échantillon.

4) Un exportateur étranger qui n'est pas inclus dans un échantillon conformément au présent article peut demander que la TRA calcule un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur à condition qu'il ait fourni les renseignements nécessaires à temps pour que ceux-ci soient examinés au cours de l'enquête.

5) Lorsqu'un exportateur étranger présente une demande conformément au paragraphe 4), la TRA doit accepter cette demande et calculer un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur, sauf si le nombre d'exportateurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment sa tâche et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile.

### **Visite de vérification**

**58.-1)** Le présent article s'applique aux visites de vérification effectuées par la TRA.

2) Sous réserve du paragraphe 8), la TRA peut prendre les arrangements relatifs à une visite de vérification au Royaume-Uni qu'elle juge appropriés.

3) Sous réserve des paragraphes 4) à 8), la TRA peut prendre les arrangements relatifs à une visite de vérification dans tout pays ou sur tout territoire étranger qu'elle juge appropriés.

4) La TRA peut effectuer une visite de vérification dans tout pays ou sur tout territoire étranger à condition d'avoir satisfait à tous les éléments suivants-

a) elle a informé la personne concernée par la visite projetée des éléments suivants-

- i) date de la visite projetée;
- ii) nature générale des renseignements à vérifier; et
- iii) tout autre renseignement requis de la personne;

b) elle a obtenu l'accord préalable de la personne en question;

c) elle a notifié aux pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné les renseignements énoncés au paragraphe 5); et

d) les pouvoirs publics en question n'élèvent pas d'objection.

5) Les renseignements visés au paragraphe 4) c) sont les suivants-

a) nom et adresse de la personne concernée par la visite de la TRA; et

b) date de la visite convenue avec cette personne.

6) Le paragraphe 7) s'applique lorsque, avant d'effectuer une visite de vérification, la TRA reçoit, de la personne ou des pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné, des questions ou des demandes d'éclaircissements concernant cette visite.

7) Lorsque le présent paragraphe s'applique, la TRA doit, lorsque cela est réalisable, répondre aux questions ou apporter les éclaircissements avant que la visite ait lieu.

8) La TRA ne doit pas effectuer une visite de vérification après la publication de l'exposé des faits essentiels (voir l'article 62).

### **Rapport de vérification**

**59.-1)** La TRA doit-

a) fournir un rapport écrit sur une visite de vérification ("rapport de vérification") à la personne ayant fait l'objet de cette visite;

b) prier la personne ayant fait l'objet d'une visite de vérification de lui fournir une version du rapport de vérification accompagnée d'un résumé des renseignements qu'elle demande à la TRA de traiter comme confidentiels ("rapport de vérification non confidentiel"); et

c) fixer le délai dans lequel le rapport de vérification non confidentiel doit être fourni.

2) Aux fins de l'application de l'article 45 (renseignements confidentiels) au présent article, une référence figurant dans l'article en question à-

a) la fourniture de renseignements doit s'entendre comme incluant les renseignements obtenus par la TRA auprès de la personne ayant fait l'objet d'une visite de vérification; et

b) un résumé non confidentiel doit s'entendre comme incluant un rapport de vérification non confidentiel.

### **Visite de facilitation**

**60.-**1) Sous réserve du paragraphe 3), la TRA peut prendre les arrangements relatifs à une visite de facilitation au Royaume-Uni qu'elle juge appropriés.

2) Sous réserve du paragraphe 3), dans des circonstances exceptionnelles, la TRA peut prendre les arrangements relatifs à une visite de facilitation dans tout pays ou sur tout territoire étranger qu'elle juge appropriés, sous réserve qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées dans l'article 58 4) à 58 7).

3) La TRA ne doit pas effectuer de visite de facilitation après la publication de l'exposé des faits essentiels.

4) Aux fins de l'application de l'article 58 (visite de vérification) au paragraphe 2), une référence à une visite de vérification figurant dans l'article en question doit s'entendre comme incluant une visite de facilitation.

### **Audience**

**61.-**1) La TRA peut tenir une audience à tout moment au cours d'une enquête soit-

a) à la demande d'une partie intéressée; soit

b) de sa propre initiative.

2) La TRA doit informer les parties intéressées et les contributeurs de toutes méthodes et procédures devant être adoptées lors d'une audience avant que celle-ci ait lieu.

3) Lorsqu'elle décide s'il y a lieu de tenir une audience et de quelle façon, la TRA doit tenir compte de-

a) la nécessité de préserver la confidentialité des renseignements qu'elle traite comme confidentiels conformément à l'article 45 3) ou 45 4); et

b) la question de savoir si la tenue d'une audience et les méthodes et procédures qu'elle se propose d'adopter à l'audience conviendraient aux parties intéressées et aux contributeurs.

4) La TRA doit permettre aux parties intéressées et aux contributeurs de présenter leur point de vue au moyen de déclarations écrites et orales (voir l'article 47 3)).

5) Lorsque la TRA décide de tenir une audience, elle-

a) doit informer suffisamment les parties intéressées et les contributeurs de la tenue de l'audience;

b) doit permettre aux parties intéressées et aux contributeurs d'y assister; et

c) peut demander qu'une partie intéressée ou un contributeur qui a l'intention d'y assister lui fournisse les renseignements sur lesquels ils souhaitent s'appuyer à l'audience.

6) Lorsque la TRA présente une demande visée au paragraphe 5) c), elle doit fixer le délai dans lequel il devra être donné suite à cette demande.

7) Une partie intéressée ou un contributeur n'est pas tenu d'assister à une audience.

8) La TRA ne doit pas déterminer qu'une partie intéressée qui n'assiste pas à une audience est une partie qui ne coopère pas (voir l'article 49) ou que le fait de ne pas assister à ladite audience est par ailleurs préjudiciable à ses intérêts.

### **Faits essentiels et divulgation**

**62.-1)** Avant d'établir une détermination positive ou négative finale aux fins du paragraphe 11 5) de l'annexe 4 de la Loi, la TRA doit-

a) publier un exposé ("exposé des faits essentiels") présentant-

i) la détermination finale qu'elle prévoit d'établir ("détermination finale prévue");

ii) un résumé des faits qu'elle a examinés au cours de l'enquête;

iii) les faits mentionnés à l'alinéa ii) qui ont constitué le fondement de la détermination finale prévue; et

b) indiquer aux parties intéressées qui ont fourni les renseignements qu'elle a examinés-

i) la manière dont elle a utilisé les renseignements communiqués par celles-ci pour établir la détermination finale prévue; et

ii) les détails de son analyse qui constituent le fondement de la détermination finale prévue.

2) La TRA doit préciser dans l'exposé des faits essentiels le délai dans lequel elle examinera les observations formulées au sujet de cet exposé par les parties intéressées, les contributeurs ou toute autre personne qui lui aura fourni des renseignements.

## **CHAPITRE 4 CONSULTATION ET CLÔTURE D'UNE ENQUÊTE**

### **Consultation dans une enquête sur l'existence d'un subventionnement**

**63.** La TRA ne doit pas établir une détermination positive provisoire ou finale dans le cadre d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement, à moins qu'elle n'ait ménagé aux pouvoirs publics du pays ou territoire étranger concerné une possibilité raisonnable de procéder à des consultations.

### **Clôture**

**64.-1)** La TRA doit clore une enquête lorsque, à un stade quelconque de l'enquête, elle détermine que-

a) la marge de dumping ou le montant de la subvention est minime;

b) le volume des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées est négligeable; ou

c) le dommage est négligeable.

2) la TRA peut, lorsqu'elle juge cela approprié, clore une enquête à la demande de la branche de production britannique requérante.

3) Dans les cas où la TRA rejette une demande visée au paragraphe 2), elle doit-

a) publier un avis de détermination dans lequel elle exposera les motifs de celle-ci; et

b) aviser les parties intéressées et les contributeurs.

4) Lorsque la TRA clôt une enquête en vertu du présent article, elle doit-

a) publier un avis de détermination conformément au paragraphe 65 8); et

b) aviser les parties intéressées et les contributeurs.

## CHAPITRE 5 TENEUR DES AVIS

### Teneur des avis

**65.-1)** L'avis publié par la TRA conformément au paragraphe 9 5) d) de l'annexe 4 de la Loi (ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 1 de l'annexe 2.

2) L'avis publié par la TRA conformément au paragraphe 9 6) c) de l'annexe 4 de la Loi (ouverture d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'annexe 2.

3) L'avis publié par la TRA conformément au paragraphe 13 9) a) et b) de l'annexe 4 de la Loi (détermination positive provisoire sans recommandation concernant l'exigence d'une garantie) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 3 de l'annexe 2.

4) L'avis publié par le Secrétaire d'État conformément au paragraphe 15 4) a) et 15 5) a) de l'annexe 4 de la Loi (acceptation ou rejet d'une recommandation visant à ce qu'une garantie soit exigée) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 4 de l'annexe 2.

5) L'avis publié par la TRA conformément au paragraphe 17 10) a) et b) de l'annexe 4 de la Loi (détermination positive finale sans recommandation concernant un montant de droit antidumping ou de droit compensateur) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 5 de l'annexe 2.

6) L'avis publié par le Secrétaire d'État conformément au paragraphe 20 4) a) et 20 5) a) de l'annexe 4 de la Loi (acceptation ou rejet de la recommandation de la TRA concernant un montant de droit antidumping ou de droit compensateur) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 6 de l'annexe 2.

7) L'avis publié par la TRA visé au paragraphe 11 8) de l'annexe 4 de la Loi (détermination négative finale) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 7 de l'annexe 2.

8) L'avis publié par la TRA conformément à l'article 64 4) a) doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 8 de l'annexe 2.

9) L'avis visé aux paragraphes 1), 2), 3), 5), 7) ou 8) du présent article peut contenir tous autres renseignements que la TRA juge appropriés.

10) L'avis visé aux paragraphes 4) ou 6) du présent article peut contenir tous autres renseignements que le Secrétaire d'État juge appropriés.

## **PARTIE 7 ENGAGEMENT ET CONDUITE D'UN RÉEXAMEN**

### **CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET ENGAGEMENT D'UN RÉEXAMEN**

#### **Objet de la partie 7**

**66.** Les réexamens par la TRA du maintien en application, y compris la modification et la prorogation, d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits au titre du paragraphe 21 de l'annexe 4 de la Loi font l'objet des dispositions ci-après de la présente partie.

#### **Engagement d'un réexamen**

**67.-1)** Si elle est convaincue qu'il y a des renseignements suffisants justifiant la nécessité d'un réexamen, la TRA peut engager un réexamen intérimaire, un réexamen relatif à la prise en charge, un réexamen relatif au contournement ou un réexamen du champ d'application-

- a) lorsqu'une demande de réexamen est présentée par une partie intéressée ou en son nom; ou
- b) de sa propre initiative.

2) S'il existe des éléments de preuve suffisants justifiant la nécessité d'un réexamen à l'expiration, la TRA peut engager un réexamen à l'expiration-

- a) lorsqu'une demande de réexamen est présentée par la branche de production britannique des produits; ou
- b) de sa propre initiative dans des circonstances spéciales.

3) La TRA doit engager un réexamen au titre de nouvel exportateur dans les cas où-

- a) une demande de réexamen est présentée par un nouvel exportateur ou en son nom; et
- b) elle est convaincue que la demande de réexamen contient des renseignements suffisants justifiant la nécessité d'un réexamen conformément à l'article 71 (réexamen au titre de nouvel exportateur).

4) La TRA peut, en particulier, rejeter une demande de réexamen lorsque-

- a) elle estime que la demande de réexamen est présentée en ce qui concerne un changement de circonstances qui n'est pas de nature durable;
- b) elle a procédé à un réexamen antérieur ou a rejeté une demande de réexamen antérieure concernant le montant du droit antidumping ou du droit compensateur pertinent et-

i) la demande de réexamen concerne des questions semblables à celles qui se posaient dans le cadre de ce réexamen antérieur ou qui étaient exposées dans la précédente demande de réexamen; et

ii) il n'y a pas de changement de circonstances depuis la fin dudit réexamen antérieur ou le rejet de ladite demande de réexamen antérieure qui justifierait la nécessité d'un nouveau réexamen;

c) les renseignements sur lesquels s'appuie la demande de réexamen auraient pu lui être fournis pendant l'enquête ou dans le cadre d'un réexamen antérieur; ou

d) le requérant n'a pas respecté les prescriptions procédurales prévues dans la présente partie.

5) La TRA peut rejeter une demande de réexamen si celle-ci n'est pas présentée via son système de gestion des dossiers.

6) Dans les cas où la TRA rejette une demande de réexamen, elle doit aviser le requérant.

7) Dans les cas où la TRA a établi une détermination visant à l'engagement d'un réexamen, elle doit-

a) publier un avis indiquant sa décision d'engager un réexamen (aux fins de la présente partie, un "avis d'engagement d'un réexamen"); et

b) aviser le Secrétaire d'État et les parties intéressées.

8) Un avis d'engagement d'un réexamen doit contenir les renseignements énumérés au paragraphe 1 de l'annexe 3.

9) Dans les cas où une demande de réexamen est présentée en ce qui concerne des produits auxquels est appliqué un montant de droit compensateur, la TRA doit informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur et le Secrétaire d'État avant l'engagement de ce réexamen.

## CHAPITRE 2: CONDUITE D'UN RÉEXAMEN

### Conduite d'un réexamen

**68.-**1) Dans les cas où la TRA juge cela approprié, elle peut élargir ou limiter les questions à examiner dans le cadre d'un examen.

2) La TRA doit ménager aux parties intéressées la possibilité de formuler des observations avant d'agir conformément au paragraphe 1).

3) Dans les cas où l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur en ce qui concerne les produits d'un exportateur étranger particulier ("E") est annulée mais reste en place pour un ou plusieurs autres exportateurs étrangers,-

a) E- pourra faire l'objet d'un réexamen ultérieur effectué en ce qui concerne le pays ou territoire exportateur; et

b) à la suite d'un réexamen ultérieur, un montant de droit antidumping ou de droit compensateur pourra être appliqué aux produits de E précédemment visés par l'application d'un droit antidumping ou d'un droit compensateur.

4) Le paragraphe 3) ne s'applique pas lorsque l'application du montant du droit antidumping ou du droit compensateur est annulée à la suite d'une détermination établissant que la marge de dumping ou le montant de la subvention est minime.

5) La TRA peut, lorsqu'elle est convaincue qu'il existe des renseignements suffisants pour le justifier, élargir le réexamen engagé à l'égard d'un exportateur étranger à tout autre exportateur étranger ou à tous les autres exportateurs étrangers qui exportent les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées visés par l'avis au public pertinent formulé au titre de l'article 13 de la Loi.

6) La TRA peut, lorsqu'elle juge cela approprié, achever un réexamen à la demande du requérant.

7) Lorsque la TRA construit le prix à l'exportation conformément à l'article 15 (prix à l'exportation), elle peut déduire tout montant de droit antidumping acquitté qui n'est pas répercuté sur les prix de revente et les prix de vente ultérieurs au Royaume-Uni.

8) Les parties 2, 3, 4 et 6 s'appliquent aux réexamens dans la mesure où la TRA juge cela pertinent.

9) Si la TRA applique une portion quelconque des parties 2, 3, 4 ou 6 à un réexamen, toute référence figurant dans ces parties aux "produits considérés" devrait être lue comme une référence aux "produits faisant l'objet du réexamen".

10) À la suite d'un réexamen, le montant du droit antidumping ou du droit compensateur applicable aux produits ne doit pas dépasser-

a) la marge de dumping ou le montant de la subvention concernant les produits;

b) le montant dont la TRA est convaincue qu'il serait suffisant pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production britannique des produits si ce montant est inférieur à la marge de dumping ou au montant de la subvention visé à l'alinéa a).

11) La partie 5 s'applique à-

a) un réexamen intérimaire lorsque la TRA envisage de modifier le niveau d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur en modifiant son niveau et sa durée;

b) un réexamen intérimaire lorsque la TRA réévalue le montant suffisant pour faire disparaître le dommage;

c) un réexamen à l'expiration lorsque la TRA envisage de modifier le niveau d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

d) un réexamen au titre de nouvel exportateur lorsque la TRA calcule un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur;

e) un réexamen relatif à la prise en charge.

12) Dans les cas où il ne lui est pas possible de recalculer le montant du droit antidumping ou du droit compensateur, la TRA peut déterminer que ledit montant ne devrait pas être modifié.

### **Réexamen intérimaire**

**69.-1)** La TRA peut procéder à un réexamen ("réexamen intérimaire") afin d'examiner si-

a) le maintien en application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à l'égard des produits est nécessaire ou suffisant pour neutraliser-

i) dans le cas d'un montant de droit antidumping, le dumping des produits qui a causé ou cause un dommage à une branche de production britannique des produits; ou

ii) dans le cas d'un montant de droit compensateur, l'importation des produits subventionnés qui a causé ou cause un dommage à une branche de production britannique des produits;

b) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits a pour effet de faire disparaître le dommage causé à la branche de production britannique des produits.

2) Sauf de sa propre initiative conformément à l'article 67 (engagement d'un réexamen), la TRA ne peut pas engager de réexamen intérimaire concernant les produits dans un délai d'un an à compter de l'imposition ou de la modification d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur conformément à un avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi.

3) Une demande de réexamen intérimaire doit inclure-

a) des éléments de preuve indiquant que depuis l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur, il y a eu un changement de circonstances qui est de nature durable; et

b) les renseignements requis.

4) Les renseignements requis sont les renseignements indiquant ce qui suit-



- a) le maintien en application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur n'est pas nécessaire pour neutraliser le dumping ou le subventionnement pertinent;
- b) le dommage serait peu susceptible de subsister ou de se reproduire si le montant du droit antidumping ou du droit compensateur était supprimé ou modifié; ou
- c) le montant du droit antidumping ou du droit compensateur existant n'est pas suffisant pour neutraliser le dommage causé par les produits faisant l'objet du dumping ou les importations subventionnées.

5) Lorsqu'elle procède à un réexamen intérimaire, la TRA peut examiner, entre autres choses-

- a) si les circonstances entourant les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées, ou le dommage, causés par les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées ont changé dans une mesure notable;
- b) si l'application existante d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est nécessaire ou suffisante pour neutraliser ou empêcher le dommage causé par les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées dont l'existence a été précédemment établie conformément à la partie 6; ou
- c) s'il est approprié de modifier et, dans l'affirmative, pour le porter à quel niveau, le montant du droit antidumping ou du droit compensateur.

6) À la suite d'un réexamen intérimaire, la TRA peut déterminer que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être-

- a) maintenue;
- b) modifiée; ou
- c) annulée.

7) Dans les cas où un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est appliqué aux produits faisant l'objet d'un réexamen, la TRA doit prendre en considération l'incidence actuelle et prospective de ce montant lorsqu'elle établit une détermination concernant l'application future d'un tel montant.

8) La TRA ne doit pas traiter le respect d'un engagement conforme à la partie 8 comme un élément de preuve indiquant-

- a) la cessation du dumping;
- b) l'élimination de l'effet d'une subvention; ou
- c) un changement durable de circonstances qui justifie l'engagement d'un réexamen intérimaire.

9) La TRA peut établir une détermination visant à modifier l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit antidumping à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen en prolongeant sa durée seulement dans les cas où elle a réévalué-

- a) la marge de dumping ou le montant de la subvention; et
- b) le montant suffisant pour faire disparaître le dommage.

10) Lorsque la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur doit être prorogée conformément au présent article, elle peut faire une recommandation au titre de l'article 75 (recommandation de la TRA au Secrétaire d'État) seulement si elle est convaincue que l'application de ce montant satisfait au critère de l'intérêt économique

(voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi) et, lorsqu'elle n'en est pas convaincue, elle doit au lieu de cela déterminer que l'application dudit montant à ces produits devrait être annulée.

11) Dans les cas où-

a) le montant du droit compensateur imposé est inférieur au montant de la subvention; et

b) après la période couverte par l'enquête, les prix à l'exportation ont baissé et il n'y a pas eu, ou il n'y a pas eu suffisamment, de mouvement des prix de revente des produits faisant l'objet d'un réexamen au Royaume-Uni pour rendre compte de l'application de ce montant,

la TRA peut déterminer qu'il faut augmenter le montant du droit compensateur afin d'arriver à l'augmentation des prix requise pour faire disparaître le dommage causé par les importations subventionnées.

12) Dans les cas où la TRA détermine qu'un montant de droit compensateur doit être augmenté conformément au paragraphe 11), le niveau, une fois relevé, ne doit pas dépasser le montant de la subvention.

### **Réexamen à l'expiration**

**70.-1)** La TRA peut procéder à un réexamen afin d'examiner si le dommage causé à une branche de production britannique des produits serait susceptible de subsister ou de se reproduire si l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits considérés devait arriver à expiration ("réexamen à l'expiration").

2) La TRA peut déterminer qu'il faudrait modifier le montant du droit antidumping ou du droit compensateur-

a) en prolongeant sa durée; et

b) dans les cas où elle juge cela approprié, en modifiant son niveau.

3) La TRA doit informer les parties intéressées de l'expiration de l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur suffisamment tôt pour leur permettre de présenter une demande de réexamen à l'expiration.

4) La TRA ne peut examiner une demande de réexamen à l'expiration que si celle-ci est présentée au moins 3 mois mais au plus 12 mois avant l'expiration prévue de l'application du montant du droit antidumping ou du montant du droit compensateur pertinent.

5) Une demande de réexamen à l'expiration doit inclure des éléments de preuve indiquant que, si l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devait arriver à expiration conformément aux termes de l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi, les éléments ci-après seraient susceptibles de subsister ou se reproduire-

a) le dumping ou le subventionnement des produits faisant l'objet d'un réexamen; et

b) le dommage causé par les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées.

6) Lorsqu'elle procède à un réexamen à l'expiration, la TRA doit examiner, dans les cas où cela est pertinent, si-

a) le dumping ou le subventionnement des produits faisant l'objet du réexamen subsiste ou est susceptible de se reproduire;

b) le dommage a été éliminé ou réduit, en tout ou en partie, en raison de l'application du montant du droit antidumping ou du droit compensateur; et

c) la situation du pays ou territoire exportateur ou de l'exportateur étranger concerné est telle que le dommage causé par les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées est susceptible de subsister ou de se reproduire.

7) La TRA peut déterminer qu'il faut modifier l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen en prolongeant sa durée seulement dans les cas où elle a réévalué-

a) la marge de dumping ou le montant de la subvention; et

b) le montant suffisant pour faire disparaître le dommage.

8) Dans les cas où un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est appliqué aux produits faisant l'objet d'un réexamen, la TRA doit prendre en considération l'incidence actuelle et prospective de ce montant lorsqu'elle établit une détermination concernant l'application future d'un tel montant.

9) Dans les cas où une demande de réexamen à l'expiration a été présentée conformément à la présente règle, le montant du droit antidumping ou du droit compensateur qui s'applique aux produits faisant l'objet d'un réexamen doit être traité comme étant maintenu (alors qu'autrement il cesserait de l'être) jusqu'à ce que la TRA ait établi une détermination conformément au paragraphe 11 a) ou que le Secrétaire d'État ait accepté ou rejeté la recommandation de la TRA conformément à la règle 76 (acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA).

10) Pour proroger l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur conformément au paragraphe 9), le Secrétaire d'État doit formuler un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi concernant l'engagement d'un réexamen à l'expiration.

11) À la suite d'un réexamen à l'expiration, la TRA peut déterminer que-

a) l'application du montant de droit antidumping ou de droit compensateur pertinent à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait arriver à expiration comme il est indiqué dans l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi;

b) l'application du montant de droit antidumping ou de droit compensateur pertinent au même niveau à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être prorogée d'une période de cinq ans au plus; ou

c) l'application du montant de droit antidumping ou de droit compensateur pertinent, à un niveau différent, à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être prolongée d'une période de cinq ans au plus.

12) Lorsque la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur doit être prorogée conformément au présent article, elle peut faire une recommandation au titre de l'article 76 (acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA) seulement si elle est convaincue que l'application de ce montant satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi).

### **Réexamen au titre de nouvel exportateur**

**71.-1)** La TRA peut engager un réexamen ("réexamen au titre de nouvel exportateur") afin d'examiner si l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits devrait être modifiée dans le cas d'un nouvel exportateur.

2) Un "nouvel exportateur" est un exportateur étranger qui n'a pas exporté les produits faisant l'objet du réexamen vers le Royaume-Uni pendant la période couverte par l'enquête sur laquelle est fondée l'application du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pertinent.

3) Une demande de réexamen au titre de nouvel exportateur doit inclure des éléments de preuve indiquant ce qui suit-

a) le requérant n'est lié à aucun exportateur étranger-

i) qui est visé par l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur en ce qui concerne les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées; et

ii) qui a exporté les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées vers le Royaume-Uni pendant la période couverte par l'enquête;

b) le requérant n'a pas exporté les produits faisant l'objet du réexamen vers le Royaume-Uni pendant la période couverte par l'enquête et soit-

i) exporte les produits faisant l'objet du réexamen vers le Royaume-Uni; soit

ii) a l'obligation contractuelle d'exporter une quantité importante des produits faisant l'objet du réexamen vers le Royaume-Uni.

4) Dans les cas où un montant de droit antidumping ou de droit compensateur a été déterminé par échantillonnage conformément à l'article 37 (détermination du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pour les exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon), le montant du droit antidumping ou du droit compensateur appliqué aux produits faisant l'objet du réexamen doit être le même que celui qui est appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon conformément audit article.

5) Dans les cas où la TRA engage un réexamen au titre de nouvel exportateur en ce qui concerne un montant de droit antidumping-

a) elle doit informer le Secrétaire d'État; et

b) le Secrétaire d'État doit suspendre, par voie d'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi, le recouvrement de tout montant de droit antidumping pour les produits du requérant en attendant l'issue du réexamen.

6) À la suite d'un réexamen au titre de nouvel exportateur, la TRA peut déterminer ce qui suit-

a) le requérant n'est pas un nouvel exportateur;

b) le requérant est un nouvel exportateur et le montant appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon devrait être appliqué à ses exportations des produits faisant l'objet du réexamen;

c) le requérant est un nouvel exportateur et un montant individuel de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être appliqué à ses exportations des produits faisant l'objet du réexamen au taux calculé au cours du réexamen; ou

d) le requérant est un nouvel exportateur et un engagement devrait être accepté conformément à la partie 8.

7) Si la TRA établit une détermination au titre du paragraphe 6) a) en ce qui concerne un montant de droit antidumping, le Secrétaire d'État peut, par voie d'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi, appliquer au requérant concerné le taux précédemment calculé conformément à l'article 38 (détermination du montant résiduel) à compter de la date d'engagement du réexamen au titre de nouvel exportateur.

8) Si la TRA établit une détermination au titre du paragraphe 6) b) ou c) en ce qui concerne le montant du droit antidumping, le Secrétaire d'État peut, par voie d'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi, appliquer à ce nouvel exportateur le taux spécifié dans la recommandation de la TRA à compter de la date d'engagement du réexamen au titre de nouvel exportateur.

9) Si le Secrétaire d'État accepte un engagement, la partie 8 s'applique dans la mesure où elle est pertinente.

### **Réexamen relatif à la prise en charge**

**72.-1)** La TRA peut procéder à un réexamen ("réexamen relatif à la prise en charge") afin d'examiner s'il y a eu une modification suffisante du prix à l'exportation ou du prix de revente des produits pour rendre compte de l'application d'un montant de droit antidumping.

2) Une demande de réexamen relatif à la prise en charge doit inclure des éléments de preuve indiquant qu'après la période couverte par l'enquête relative à l'application d'un montant de droit antidumping-

a) les prix à l'exportation des produits faisant l'objet du réexamen ont baissé; ou

b) il n'y a pas eu, ou il n'y a pas eu suffisamment, de mouvement des prix de revente ou des prix de vente ultérieurs des produits importés faisant l'objet du réexamen.

3) Lorsqu'elle procède à un réexamen relatif à la prise en charge, la TRA doit examiner, entre autres choses-

a) les renseignements disponibles obtenus auprès des exportateurs étrangers, des importateurs et de la branche de production britannique en ce qui concerne les prix à l'exportation, les prix de revente et les prix de vente ultérieurs;

b) la question de savoir si l'application d'un montant de droit antidumping a entraîné des mouvements des prix de revente et des prix de vente ultérieurs;

c) tous autres facteurs pertinents ayant pu avoir une incidence sur les prix.

4) Sous réserve du paragraphe 5), pour établir une détermination au titre du présent article, la TRA peut faire toute évaluation, constatation ou détermination pertinente pour le calcul du montant du droit antidumping qu'elle aurait pu effectuer pendant l'enquête concernant le montant du droit antidumping.

5) La TRA ne doit pas réévaluer le critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi) lorsqu'elle procède à un réexamen relatif à la prise en charge.

6) La TRA ne doit pas recommander l'application d'un montant de droit antidumping dépassant le double du montant du droit antidumping appliqué le plus récemment aux produits faisant l'objet d'un réexamen.

7) Après la conclusion d'un réexamen relatif à la prise en charge, la TRA peut déterminer que le niveau du montant du droit antidumping appliqué à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être-

a) maintenu; ou

b) modifié.

### **Réexamen relatif au contournement**

**73.-1)** La TRA peut engager un réexamen relatif au contournement ("réexamen relatif au contournement") afin d'examiner si une action est entreprise pour contourner l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits.

2) Aux fins du présent article, il y a "contournement" lorsque-

a) il y a modification de la configuration des échanges entre-

i) un pays ou territoire étranger non mentionné dans l'avis au public pertinent formulé au titre de l'article 13 de la Loi ("pays tiers") et le Royaume-Uni; ou

ii) les sociétés individuelles du pays ou territoire exportateur énumérées dans l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi ("le pays ou territoire exportateur pertinent") et le Royaume-Uni; et

b) la modification de la configuration des échanges résulte d'une pratique, d'un processus ou d'une ouvraison qui n'a pas de justification économique suffisante hormis l'évitement du montant du droit antidumping ou du droit compensateur;

c) il existe un dommage ou les effets correctifs du montant du droit antidumping ou du droit compensateur sont compromis en ce qui concerne les prix ou les quantités des produits faisant l'objet du réexamen; et

d) soit-

i) il y a dumping par rapport aux valeurs normales établies antérieurement pour les produits faisant l'objet du réexamen; soit

ii) la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire confère encore un avantage aux produits faisant l'objet du réexamen.

3) Les pratiques, processus ou ouvraisons visés au paragraphe 2 b) incluent-

a) la modification mineure des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées visant à ce qu'ils relèvent d'un code douanier différent et ne soient pas soumis au montant du droit antidumping ou du droit compensateur, à condition que la modification ne modifie pas les caractéristiques essentielles du produit;

b) le fait d'acheminer l'envoi de produits faisant l'objet d'un dumping ou d'importations subventionnées via des pays tiers;

c) la réorganisation par les exportateurs étrangers de leurs structures et circuits de vente dans le pays ou sur le territoire exportateur concerné dans le but d'exporter les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées vers le Royaume-Uni par l'intermédiaire d'exportateurs des produits soumis à un montant de droit antidumping ou de droit compensateur moindre;

d) l'assemblage de pièces par une opération d'assemblage au Royaume-Uni ou dans un pays tiers.

4) Aux fins du paragraphe 3) d), une opération d'assemblage s'entend d'une opération d'assemblage-

a) qui a commencé ou s'est substantiellement intensifiée après ou immédiatement avant l'ouverture de l'enquête correspondante;

b) qui utilise des pièces en provenance du pays ou territoire exportateur concerné;

c) dans les cas où 60 pour cent ou plus de la valeur totale des pièces des produits assemblés proviennent du pays ou territoire exportateur pertinent, étant entendu toutefois qu'il ne sera en aucun cas considéré qu'il y a contournement lorsque la valeur ajoutée aux pièces incorporées au cours de l'opération d'assemblage ou de finition de la fabrication est supérieure à 25 pour cent du coût de fabrication; et

d) dans les cas où les effets correctifs du montant du droit antidumping ou du droit compensateur sont compromis pour ce qui est des prix ou des quantités de produits similaires assemblés et où des éléments de preuve indiquent l'existence soit d'un dumping des produits par rapport aux valeurs normales précédemment établies soit d'importations subventionnées au Royaume-Uni.

5) Une demande de réexamen relatif au contournement doit inclure des éléments de preuve suffisants indiquant l'existence des éléments dont il est allégué qu'ils constituent un contournement.

6) Pour déterminer s'il y a contournement, la TRA peut examiner, entre autres choses-

- a) la nature de la relation entre les personnes présentes dans la chaîne d'exportation;
- b) le moment auquel a lieu la modification de la configuration des échanges; et
- c) la nature de la modification de la configuration des échanges.

7) À la suite d'un réexamen relatif au contournement, la TRA peut déterminer ce qui suit-

a) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait rester inchangée; ou

b) il faudrait modifier l'application du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pertinent imposé-

i) afin d'appliquer le montant à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet du réexamen;

ii) afin d'appliquer le montant aux produits en provenance d'un pays tiers; ou

iii) dans les cas où il existe un contournement sous la forme décrite au paragraphe 3) c), afin d'appliquer un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à un niveau inférieur ou égal à celui qui est spécifié dans l'avis au public pertinent formulé au titre de l'article 13 de la Loi.

8) À tout moment au cours d'un réexamen relatif au contournement, la TRA peut exempter un importateur ou un exportateur étranger de tout montant de droit antidumping ou de droit compensateur qu'elle peut imposer à la suite d'une détermination au titre du paragraphe 7 b) lorsque les conditions énoncées au paragraphe 10) sont remplies.

9) La TRA peut accorder une exemption après la conclusion d'un réexamen relatif au contournement lorsque l'importateur ou l'exportateur étranger n'a pas importé ou exporté les produits faisant l'objet du réexamen pendant ledit réexamen et que les conditions énoncées au paragraphe 10) sont remplies.

10) La TRA peut accorder une exemption en faveur-

a) d'un exportateur étranger, dont elle détermine qu'il ne se livre pas à des pratiques de contournement, dans les cas où les pratiques, processus ou ouvraisons visés au paragraphe 3) ont lieu hors du Royaume-Uni; ou

b) d'un importateur qui n'est pas lié à un exportateur étranger soumis au montant du droit antidumping ou du droit compensateur auquel se rapporte le réexamen relatif au contournement, dans les cas où les pratiques, processus ou ouvraisons visés au paragraphe 3) ont lieu au Royaume-Uni.

### **Réexamen du champ d'application**

**74.-1)** La TRA peut engager un réexamen ("réexamen du champ d'application") afin d'examiner si les produits ou la description des produits auxquels un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est applicable devraient être modifiés.

2) Sauf de sa propre initiative conformément à l'article 67 (engagement d'un réexamen), la TRA ne peut pas engager de réexamen du champ d'application en ce qui concerne les produits dans un délai d'un an à compter de l'imposition ou de la modification d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur conformément à un avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi.

3) Une demande de réexamen du champ d'application doit inclure des éléments de preuve indiquant ce qui suit-

- a) il faudrait modifier les produits ou la description des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées; et
- b) la nature de la modification ne justifie pas une enquête au titre de la partie 6.

4) Afin de déterminer s'il est approprié d'entreprendre un réexamen du champ d'application, la TRA doit examiner-

- a) si elle aurait inclus les produits ou la description des produits faisant l'objet du réexamen dans l'enquête initiale si elle avait disposé des renseignements contenus dans la demande qui lui est soumise au moment de l'enquête en question;
- b) la relation entre les produits faisant l'objet du réexamen et les produits similaires sur le marché intérieur du Royaume-Uni;
- c) l'incidence ou l'incidence potentielle de toute modification du champ d'application sur les effets attendus du montant du droit antidumping ou du droit compensateur;
- d) si un dommage pourrait être causé aux intérêts d'une partie intéressée ou d'un contributeur;
- e) si l'application des règles douanières résoudrait les problèmes soulevés par le requérant; et
- f) tous autres facteurs qu'elle juge pertinents.

5) À la suite d'un réexamen du champ d'application, la TRA peut déterminer que les produits ou la description des produits auxquels un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est applicable devraient être-

- a) maintenus; ou
- b) modifiés.

### CHAPITRE 3 RECOMMANDATION DE LA TRA ET DÉCISION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

#### Recommandation de la TRA au Secrétaire d'État

**75.-1)** Après la conclusion d'un réexamen, la TRA doit faire une recommandation au Secrétaire d'État lorsqu'elle est convaincue que (le cas échéant) le critère de l'intérêt économique est respecté et que-

- a) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être modifiée;
- b) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être annulée;
- c) la période d'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être prolongée; ou
- d) un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être appliqué à un nouvel exportateur à un niveau particulier.

2) La TRA doit inclure dans sa recommandation-

- a) une description des produits auxquels la recommandation se rapporte;



b) les noms des exportateurs étrangers ou, lorsque cela est irréalisable, des pays ou territoires exportateurs;

c) lorsque cela est pertinent, la période recommandée pendant laquelle le montant du droit antidumping ou de droit compensateur devrait être applicable, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la recommandation, sauf si elle établit une recommandation conformément au paragraphe 3); et

d) les raisons de sa recommandation.

3) La TRA peut recommander l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur modifié à des produits à compter d'une date antérieure à la date indiquée dans l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la recommandation lorsque-

a) la recommandation concerne un réexamen prévu à l'article 73 (réexamen relatif au contournement); et

b) il est satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 21 10) de l'annexe 4 de la Loi.

4) Dans les cas où la TRA achève un réexamen mais ne formule pas de recommandation conformément au paragraphe 1), elle doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 2 de l'annexe 3; et

b) aviser le Secrétaire d'État et les parties intéressées.

#### **Acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA**

**76.-1)** Lorsque la TRA formule une recommandation conformément à l'article 75 (recommandation de la TRA au Secrétaire d'État), le Secrétaire d'État doit accepter ou rejeter cette recommandation.

2) Le Secrétaire d'État peut rejeter la recommandation de la TRA seulement s'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de l'accepter.

3) Lorsqu'il examine cette question, dans le cas où la recommandation prévoit la prolongation de la période pendant laquelle un montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique à la suite d'un réexamen intérimaire ou d'un réexamen relatif à l'expiration, le Secrétaire d'État doit accepter la détermination de la TRA établissant que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits conformément à la recommandation satisfait au critère de l'intérêt économique, sauf s'il est convaincu que cette détermination n'est pas une détermination que la TRA aurait pu raisonnablement établir.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 de l'annexe 3;

b) aviser les parties intéressées; et

c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il rejette la recommandation.

5) Lorsque le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 21 7) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements énoncés au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 de l'annexe 3.

## **PARTIE 8 ENGAGEMENTS**

### **Demandes et offres d'engagement**

**77.-1)** S'agissant d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement-

a) dans les cas où la TRA a l'intention de demander un engagement aux pouvoirs publics étrangers concernés, elle doit obtenir le consentement du Secrétaire d'État pour prendre contact avec lesdits pouvoirs publics étrangers;

b) dans les cas où la TRA a l'intention de demander un engagement à un exportateur étranger, elle doit obtenir le consentement du Secrétaire d'État pour prendre contact avec ledit exportateur étranger;

2) Le refus d'offrir ou d'accepter une invitation à offrir un engagement ne doit en aucune façon affecter l'examen des éléments invoqués contre l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers.

### **Pouvoir de la TRA de recommander l'acceptation des engagements**

**78.-1)** La TRA peut faire une recommandation au Secrétaire d'État au titre du paragraphe 23 1) de l'annexe 4 de la Loi visant à ce qu'il accepte un engagement concernant des produits seulement si-

a) elle est convaincue que l'engagement est suffisant pour faire disparaître l'effet dommageable-

i) du dumping des produits pour la branche de production britannique de ces produits; ou

ii) de l'importation des produits subventionnés pour la branche de production britannique de ces produits;

b) l'acceptation de l'engagement satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi);

c) elle est convaincue qu'il est approprié d'accepter l'engagement; et

d) elle a respecté les prescriptions énoncées dans l'article 77 (demandes et offres d'engagements).

2) Pour déterminer s'il est approprié de recommander l'acceptation d'un engagement aux fins du paragraphe 1 c), la TRA peut examiner-

a) l'adéquation des modalités et conditions d'un engagement, y compris-

i) le caractère suffisant des dispositions prévoyant que des renseignements lui soient fournis afin de permettre la surveillance du respect de l'engagement, y compris la fourniture régulière de renseignements pertinents pour son exécution, et des dispositions visant à permettre la vérification des renseignements pertinents;

ii) la fourniture par l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés d'une version non confidentielle de l'engagement;

iii) ce qui constitue une violation de l'engagement et les conséquences d'une telle violation;

b) si l'acceptation est irréalisable; et

c) des raisons de politique générale.

3) Les modalités et conditions de l'engagement doivent couvrir-

- a) la fourniture de renseignements à la TRA aux fins de la surveillance du respect de l'engagement;
- b) la surveillance par la TRA du respect de l'engagement;
- c) les actions pouvant être considérées comme une violation de l'engagement;
- d) les circonstances dans lesquelles l'engagement cessera de s'appliquer;
- e) les circonstances dans lesquelles un montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique en remplacement du maintien de l'engagement; et
- f) toute autre chose que la TRA jugera nécessaire.

4) La recommandation d'accepter un engagement peut être faite seulement si elle est accompagnée d'une recommandation conformément au paragraphe 17 3) a) ou 17 4) a) de l'annexe 4 de la Loi et doit-

- a) préciser les produits concernant lesquels l'engagement est offert;
- b) indiquer l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés qui ont offert l'engagement;
- c) contenir les détails de l'engagement, y compris l'intégralité de ses modalités et conditions; et
- d) indiquer les raisons pour lesquelles la TRA a déterminé que l'acceptation de l'engagement était appropriée.

5) Si un engagement est offert par un exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés et que la TRA détermine qu'il n'est pas approprié d'accepter un engagement, elle doit-

- a) lorsque cela est possible, aviser l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés des raisons de sa décision; et
- b) lorsque cela est réalisable, ménager à l'exportateur étranger ou aux pouvoirs publics étrangers concernés la possibilité de formuler des observations.

6) Les modalités et conditions de l'engagement doivent être conformes au paragraphe 18 6) de l'annexe 4 de la Loi.

### **Pouvoir du Secrétaire d'État d'accepter des engagements**

**79.-1)** Lorsque la TRA formule une recommandation, au titre de l'article 78 (pouvoir de la TRA de recommander l'acceptation des engagements), visant à ce que le Secrétaire d'État accepte un engagement, le Secrétaire d'État doit accepter ou rejeter cette recommandation.

2) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA, il doit-

- a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 4; et
- b) aviser les parties intéressées.

3) Dans les cas où le Secrétaire d'État a l'intention de rejeter la recommandation de la TRA, il doit-

- a) lorsque cela est réalisable, aviser l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés des raisons de sa décision; et
- b) lorsque cela est réalisable, ménager à l'exportateur étranger ou aux pouvoirs publics étrangers concernés la possibilité de formuler des observations.

**Surveillance du respect d'un engagement**

**80.-1)** La TRA doit surveiller le respect des modalités et conditions d'un engagement (voir l'article 78).

2) La partie 6 s'applique dans la mesure où la TRA juge cela pertinent.

**Acceptation d'un nouvel engagement à la place d'un engagement existant**

**81.** Les articles 77 (demandes et offres d'engagements), 78 (pouvoir de la TRA de recommander l'acceptation des engagements) et 79 (pouvoir du Secrétaire d'État d'accepter des engagements) s'appliquent à l'acceptation d'un nouvel engagement à la place d'un engagement existant.

**Engagements cessant de s'appliquer**

**82.-1)** Un engagement cesse de s'appliquer avant la fin de la période spécifiée dans l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi lorsque-

- a) un montant de droit antidumping ou de droit compensateur n'est plus applicable aux produits faisant l'objet d'un dumping ou aux importations subventionnées énumérés dans cet avis;
- b) l'engagement est retiré par l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés;
- c) le Secrétaire d'État retire l'acceptation de l'engagement; ou
- d) la TRA avise le Secrétaire d'État que l'engagement cesse par ailleurs de s'appliquer conformément à ses modalités ou conditions.

2) Lorsqu'un engagement cesse de s'appliquer conformément au paragraphe 1) a), b) ou c), le Secrétaire d'État doit-

- a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 2 de l'annexe 4; et
- b) aviser les parties intéressées.

**Violation d'un engagement**

**83.-1)** Lorsqu'il y a des éléments de preuve de la violation d'un engagement, la TRA peut ouvrir une enquête ("enquête pour violation")-

- a) à la suite d'une demande présentée par une partie intéressée ou le Secrétaire d'État ou en leur nom; ou
- b) de sa propre initiative.

2) La TRA peut rejeter une demande d'enquête pour violation lorsqu'elle estime que les éléments de preuve de la violation alléguée ne sont pas suffisants.

3) Dans les cas où la TRA ouvre une enquête pour violation, elle doit aviser en conséquence les parties intéressées.

4) La TRA doit ménager aux parties intéressées la possibilité de formuler des observations avant de faire une détermination établissant qu'un engagement a été violé.

5) Excepté dans les cas où elle détermine qu'il y a des raisons suffisantes pour permettre que l'engagement continue de s'appliquer, lorsque la TRA détermine qu'un engagement a été violé-

- a) l'acceptation de l'engagement doit être retirée; et

b) un montant de droit antidumping ou de droit compensateur doit être appliqué aux produits conformément aux modalités et conditions de l'engagement à compter de la date de la violation telle qu'elle aura été déterminée par la TRA.

6) Lorsque l'acceptation d'un engagement est retiré à la suite d'une détermination de la TRA concluant à une violation, la TRA doit publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 3 de l'annexe 4.

### **Réexamens par la TRA du maintien en application d'un engagement**

**84.-1)** La TRA peut procéder à un réexamen ("réexamen relatif à l'engagement") afin d'examiner si-

a) la période d'application de l'engagement devrait être prolongée de façon à continuer après la date d'expiration prévue;

b) le maintien en application de l'engagement est nécessaire ou suffisant pour neutraliser-

i) le dumping des produits concernant lesquels l'engagement est offert; ou

ii) le subventionnement des produits concernant lesquels l'engagement est offert;

c) le dommage causé à la branche de production britannique des produits serait susceptible de subsister ou de se reproduire si l'application de l'engagement devait arriver à expiration ou être modifiée ou que son acceptation doive être retirée;

d) les produits concernant lesquels l'engagement s'applique devraient être modifiés; ou

e) l'engagement incluant les modalités et conditions continue d'être approprié.

2) La TRA doit engager un réexamen relatif à l'engagement-

a) dans les cas où un réexamen (voir la partie 7) a été engagé en ce qui concerne les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées énumérées dans l'avis au public pertinent formulé au titre de l'article 13 de la Loi; ou

b) de sa propre initiative.

3) La TRA doit ménager aux parties intéressées la possibilité de formuler des observations au cours du réexamen prévu dans le présent article.

4) L'article 80 (surveillance de respect d'un engagement) s'applique aux réexamens relatifs à l'engagement.

5) À la suite d'un réexamen relatif à l'engagement, la TRA pourra déterminer que-

a) les modalités et conditions d'un engagement devraient rester inchangées;

b) les modalités et conditions d'un engagement devraient être modifiées;

c) un nouvel engagement, offert par un exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés, devrait être accepté;

d) le niveau du montant du droit antidumping ou du droit compensateur pouvant être appliqué en remplacement du maintien de l'engagement spécifié dans l'avis au public pertinent formulé au titre de l'article 13 de la Loi devrait être modifié; ou

e) l'acceptation de l'engagement devrait être retirée.

6) Dans les cas où la TRA établit une détermination conformément au paragraphe 5) b) à e), elle doit faire une recommandation au Secrétaire d'État conformément à sa détermination.

7) Lorsque la TRA fait une recommandation au Secrétaire d'État, celui-ci doit accepter ou rejeter cette recommandation.

8) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 4 de l'annexe 4; et

b) aviser les parties intéressées.

9) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, il doit aviser en conséquence les parties intéressées.

10) Lorsque le Secrétaire d'État a l'intention de prendre une décision qui fera qu'un engagement cesse de s'appliquer, il doit-

a) lorsque cela est possible, aviser l'exportateur étranger ou les pouvoirs publics étrangers concernés des raisons de cette décision; et

b) lorsque cela est réalisable, ménager à l'exportateur étranger ou aux pouvoirs publics étrangers concernés la possibilité de formuler des observations.

## **PARTIE 9 SUSPENSION**

### **Suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**85.-1)** La TRA peut faire une recommandation au Secrétaire d'État ("recommandation relative à la suspension") visant à ce que l'application d'un montant de droit antidumping et de droit compensateur soit suspendue pendant une période spécifiée (la "période de suspension") en ce qui concerne une partie ou la totalité des produits spécifiés dans un avis au public formulé par le Secrétaire d'État au titre de l'article 13 de la Loi.

2) La TRA peut faire une recommandation de suspension lorsque-

a) le paragraphe 3) s'applique;

b) elle est convaincue qu'une suspension est appropriée; et

c) la possibilité de formuler des observations au sujet de la suspension proposée a été ménagée à la branche de production britannique requérante dans la demande de suspension (voir l'article 86).

3) Le présent paragraphe s'applique dans les cas où la TRA, que cela fasse suite ou non à l'examen d'une demande présentée conformément à l'article 86 (demande de suspension), estime que les circonstances énoncées au paragraphe 4) existent.

4) Ces circonstances sont les suivantes-

a) les conditions du marché ont temporairement changé; et

b) par suite du changement des conditions du marché, le dommage causé à une branche de production britannique est peu susceptible de subsister ou de se reproduire si l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devait être suspendue.

5) Lorsqu'elle examine s'il y a lieu de faire une recommandation de suspension, la TRA peut prendre toutes mesures qu'elle juge appropriées.

6) Dans les cas où la TRA rejette une demande de suspension, elle doit aviser le requérant.

7) Lorsque la TRA estime qu'il n'est pas approprié de faire une recommandation de suspension, elle doit-

a) publier un avis indiquant les raisons de sa détermination; et

b) aviser le Secrétaire d'État et les parties intéressées.

8) Lorsque la TRA estime qu'il est approprié de faire une recommandation de suspension, elle doit faire figurer dans la recommandation-

a) les raisons de sa détermination;

b) la période de suspension recommandée, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la recommandation; et

c) tous autres renseignements qu'elle juge pertinents.

9) Si la TRA fait une recommandation de suspension, le Secrétaire d'État doit décider d'accepter ou de rejeter cette recommandation.

10) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de suspension, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 26 6) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 5.

11) Le Secrétaire d'État peut rejeter une recommandation de suspension seulement lorsqu'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de l'accepter.

12) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une recommandation de suspension, il doit-

- a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 5;
- b) aviser les parties intéressées; et
- c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il rejette la recommandation.

13) Dans les cas où un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est suspendu au titre de la présente partie, la période de suspension est prise en compte pour la période d'application spécifiée du montant du droit antidumping ou du droit compensateur indiqué dans l'avis au public pertinent.

### **Demande de suspension**

**86.-1)** Une demande de suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur en vertu de l'article 85 (suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur) ("demande de suspension") peut être présentée à la TRA par une partie intéressée ou en son nom.

2) Une demande de suspension présentée à la TRA doit inclure dans toute la mesure du possible des renseignements concernant-

- a) le changement des conditions du marché;
- b) la nature temporaire de ce changement; et
- c) l'effet du changement sur la branche de production britannique.

3) Lorsqu'une demande de suspension est retirée par le requérant, la TRA peut toujours examiner s'il est approprié de faire une recommandation de suspension (voir l'article 85).

### **Période de suspension**

**87.-1)** La période de suspension visée dans l'article 85 1) ne doit pas dépasser neuf mois à compter du jour suivant la publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la suspension.

2) À la suite d'une demande d'une partie intéressée ou lorsqu'elle estime par ailleurs que cela est approprié, la TRA peut recommander au Secrétaire d'État que la période de 9 mois visée au paragraphe 1) soit prolongée de 21 mois au maximum ("période de suspension prolongée").

3) Lorsque la TRA fait une recommandation conformément au paragraphe 2) mais que la durée de la période de suspension prolongée recommandée est inférieure à 21 mois, elle peut faire une autre recommandation au Secrétaire d'État visant à augmenter la durée de cette période dans les cas où elle estime qu'il est approprié de le faire et à condition que la durée globale de la période de suspension prolongée ne dépasse pas 21 mois.

4) Dans les cas où la TRA rejette une demande de prolongation de la période de suspension, elle doit aviser le requérant.

5) Lorsque la TRA estime qu'il n'est pas approprié de faire une recommandation de prolongation de la période de suspension, elle doit-

- a) publier un avis de détermination et exposer les raisons de cette détermination; et



b) aviser le Secrétaire d'État et les parties intéressées.

6) Lorsque la TRA estime qu'il est approprié de faire une recommandation de prolongation de la période de suspension, elle doit indiquer dans sa recommandation-

a) les raisons de sa recommandation;

b) la période de suspension prolongée recommandée, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la recommandation; et

c) tous autres renseignements qu'elle juge pertinents.

7) Si la TRA fait une recommandation conformément au présent article, le Secrétaire d'État doit décider d'accepter ou de rejeter cette recommandation.

8) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte une recommandation, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 26 6) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements énoncés au paragraphe 3 de l'annexe 5.

9) Le Secrétaire d'État peut rejeter une recommandation seulement lorsqu'il estime qu'il n'est pas dans l'intérêt public d'accepter cette recommandation.

10) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une recommandation de suspension, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 3 de l'annexe 5;

b) aviser les parties intéressées; et

c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il rejette la recommandation.

### **Rétablissement d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**88.-**1) La TRA peut faire une recommandation au Secrétaire d'État visant à rétablir un montant de droit antidumping ou de droit compensateur lorsqu'elle détermine que les circonstances énoncées dans l'article 85 4) n'existent plus.

2) Lorsque la TRA fait une recommandation conformément au présent article, elle doit inclure dans la recommandation-

a) les raisons de sa recommandation; et

b) tous autres renseignements qu'elle juge pertinents.

3) Si la TRA fait une recommandation conformément au présent article, le Secrétaire d'État doit décider d'accepter ou de rejeter cette recommandation.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation, il doit-

a) publier un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi contenant les renseignements énoncés au paragraphe 4 de l'annexe 5; et

b) aviser les parties intéressées.

5) Le Secrétaire d'État peut rejeter une recommandation seulement lorsqu'il estime qu'il n'est pas dans l'intérêt public d'accepter cette recommandation.

6) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une recommandation de suspension, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 4 de l'annexe 5;

b) aviser les parties intéressées; et

c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il rejette la recommandation.

## PARTIE 10 ENQUÊTES RELATIVES AUX REMBOURSEMENTS

### Enquêtes relatives aux remboursements

**89.-1)** La TRA peut procéder à une enquête ("enquête relative au remboursement") afin de déterminer si la HMRC devrait procéder au remboursement d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur (le "montant") au titre du Règlement douanier (droit d'importation) (sortie de l'UE) de 2018 (6).

2) La détermination visée au paragraphe 1) est une détermination établissant que la marge de dumping ou le montant de la subvention a été-

a) éliminé; ou

b) ramené à un niveau qui est inférieur au montant spécifié dans l'avis au public formulé par le Secrétaire d'État au titre de l'article 13 de la Loi.

3) Un importateur peut formuler une demande d'enquête relative au remboursement seulement s'il présente une demande ("demande admissible") à la TRA conformément au présent article.

4) Une demande admissible doit contenir-

a) une description des produits auxquels la recommandation se rapporte;

b) des éléments de preuve du montant acquitté pour ces produits;

c) les détails du montant du remboursement demandé;

d) des éléments de preuve suffisants des points visés au paragraphe 2;

e) des éléments de preuve pertinents fournis par l'exportateur étranger ou un engagement indiquant que ces éléments de preuve seront fournis dans un délai de 30 jours à compter d'une demande de la TRA;

f) des renseignements sur la relation entre l'importateur et l'exportateur étranger; et

g) tous autres renseignements pertinents.

5) Pour procéder à une enquête relative au remboursement, la TRA doit déterminer s'il y a eu dumping ou subventionnement en appliquant la même méthode que dans l'enquête initiale, à moins qu'elle n'estime qu'il est inapproprié de le faire.

6) Lorsque la TRA construit le prix à l'exportation conformément à l'article 15 (prix à l'exportation), elle peut déduire tout montant de droit antidumping acquitté qui n'est pas répercuté sur les prix de revente et les prix de vente ultérieurs au Royaume-Uni.

7) La TRA doit rejeter une demande d'enquête relative au remboursement et aviser l'importateur lorsque la demande ne satisfait pas aux prescriptions énoncées au paragraphe 4) d) ou e).

8) Lorsque la TRA fait une détermination établissant que la HMRC devrait procéder à un remboursement au titre du Règlement douanier (droit d'importation) (sortie de l'UE) de 2018, elle doit-

a) calculer le montant du remboursement;

b) adresser à la HMRC une notification indiquant sa conviction qu'un remboursement est dû; et

c) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 9 de l'annexe 2.

9) Lorsque la TRA fait une détermination établissant que la HMRC ne devrait pas procéder à un remboursement au titre du Règlement douanier (droit d'importation) (sortie de l'UE) de 2018, elle doit aviser l'importateur.

## **PARTIE 11 DIVERS**

### **Prolongation de la période d'application d'une mesure corrective provisoire dans une enquête sur l'existence d'un dumping**

**90.-1)** La TRA peut recommander au Secrétaire d'État ("recommandation de prolongation") que la période d'application d'une mesure corrective provisoire, appliquée en ce qui concerne des produits dans le cas d'une enquête sur l'existence d'un dumping, soit prolongée.

2) La TRA peut faire une recommandation de prolongation lorsque-

a) le paragraphe 3) ou 4) s'applique; et

b) elle est convaincue que la prolongation satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi);

3) Le présent paragraphe s'applique lorsque la TRA reçoit une demande de prolongation de la période d'application de la mesure corrective provisoire présentée par des exportateurs étrangers dont les exportations représentent un volume notable des produits faisant l'objet d'un dumping ou en leur nom.

4) Le présent paragraphe s'applique lorsque-

a) la TRA considère que la prolongation de la période d'application de la mesure corrective provisoire est appropriée dans les circonstances;

b) la TRA adresse aux exportateurs étrangers une notification les informant qu'elle estime approprié de prolonger la période d'application de la mesure corrective provisoire ("prolongation projetée"); et

c) les exportateurs étrangers dont les exportations représentent un volume notable des produits faisant l'objet d'un dumping ne sont pas opposés à la prolongation projetée.

5) Une recommandation de prolongation doit indiquer-

a) une description des produits auxquels la recommandation se rapporte;

b) les exportateurs étrangers qui soutiennent la prolongation ou n'y sont pas opposés;

c) la période de prolongation recommandée, qui ne doit pas dépasser la période mentionnée au paragraphe 16 2) de l'annexe 4 de la Loi et qui doit commencer le jour où la mesure corrective provisoire serait normalement arrivée à expiration; et

d) les raisons de la recommandation de la TRA.

6) Si la TRA fait une recommandation de prolongation, le Secrétaire d'État doit décider d'accepter ou de rejeter cette recommandation.

7) Le Secrétaire d'État peut rejeter la recommandation de la TRA seulement s'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de l'accepter.

8) Lorsqu'il prend une décision au titre du paragraphe 6), le Secrétaire d'État doit accepter la détermination de la TRA établissant qu'une prolongation satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi), à moins qu'il soit convaincu que la recommandation n'est pas une recommandation que la TRA aurait pu raisonnablement faire.

9) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte une recommandation de prolongation, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 6; et

b) aviser les parties intéressées.

10) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une recommandation de prolongation, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 6;

b) aviser les parties intéressées; et

c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il rejette la recommandation.

### **Période pertinente dans une enquête sur l'existence d'un dumping**

**91.-**La TRA peut recommander qu'un montant de droit antidumping s'applique aux produits à compter de la date pertinente spécifiée au paragraphe 19 3) a) i) de l'annexe 4 de la Loi lorsque le paragraphe 2) s'applique.

2) Le présent paragraphe s'applique lorsque le Secrétaire d'État a publié un avis au titre du paragraphe 29 1) de l'annexe 4 de la Loi et que la TRA estime dans le cadre d'une enquête sur l'existence d'un dumping que-

a) un dumping causant un dommage a été constaté dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur étranger pratiquait le dumping et que ce dumping causerait un dommage à une branche de production britannique;

b) le dommage causé à une branche de production britannique a été causé par un volume massif de produits faisant l'objet d'un dumping sur une courte période; et

c) compte tenu du moment auquel sont effectuées les importations faisant l'objet d'un dumping et de leur volume ainsi que d'autres circonstances (telles qu'une constitution rapide de stocks de produits faisant l'objet d'un dumping), l'application du montant du droit antidumping devant être appliqué est susceptible de compromettre gravement l'effet correctif de ce montant.

3) Avant de faire la recommandation prévue au paragraphe 1), la TRA doit autoriser les importateurs à communiquer tout élément de preuve qu'ils jugent pertinent.

### **Période pertinente dans une enquête sur l'existence d'un subventionnement**

**92.-**1) La TRA peut recommander qu'un montant de droit compensateur s'applique aux produits à compter de la date pertinente spécifiée au paragraphe 19 3) a) i) de l'annexe 4 de la Loi lorsque le paragraphe 2) s'applique.

2) Le présent paragraphe s'applique lorsque le Secrétaire d'État a publié un avis au titre du paragraphe 29 1) de l'annexe 4 de la Loi et que la TRA considère dans le cadre d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement que dans des circonstances critiques-

a) il y a un volume massif d'importations des produits subventionnés au Royaume-Uni effectuées sur une courte période;

b) les importations massives des produits subventionnés ont causé un dommage difficilement réparable à une branche de production britannique; et

c) pour empêcher qu'un tel dommage causé à une branche de production britannique ne se reproduise, il est nécessaire de recommander qu'un montant de droit compensateur soit appliqué aux produits à compter de la date pertinente spécifiée au paragraphe 19 3) a) i) de l'annexe 4 de la Loi.

**Sens de l'expression "subventionnement des exportations"**

**93.**—Aux fins du paragraphe 27 de l'annexe 4 de la Loi, l'expression "subventionnement des exportations" (et par conséquent l'expression "subvention à l'exportation") a le sens donné par le présent article.

2) Sous réserve du paragraphe 3), le subventionnement à l'exportation s'entend de l'octroi d'une subvention qui est subordonnée, en droit ou en fait, aux résultats à l'exportation.

3) Le fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne signifie pas pour cette seule raison que c'est une subvention à l'exportation.

4) Pour déterminer si une subvention est ou n'est pas une subvention à l'exportation, la TRA doit prendre en compte la note de bas de page 1 et les Annexes I à III de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (qui font partie de l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC).

## **PARTIE 12 DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **Interprétation – Partie 12**

**94.-1)** dans la présente partie-

le "droit correspondant de l'UE" s'entend du droit antidumping ou du droit compensateur de l'UE en ce qui concerne lequel une détermination pertinente (mentionnée dans l'article 95 1) a) ou b)) établissant qu'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique à des produits a été faite;

le "droit antidumping de l'UE" s'entend d'un droit antidumping définitif qui, avant le jour du remplacement, a été imposé par application de dispositions établies en vertu du Règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne ([7](#));

le "droit compensateur de l'UE" s'entend d'un droit antidumping définitif qui, avant le jour du remplacement, a été imposé par application de dispositions établies en vertu du Règlement (UE) 2016/1037 du Parlement européen et du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de l'Union européenne ([8](#));

le "Règlement de l'UE" s'entend d'un règlement au sens de l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

la "législation tertiaire de l'UE" s'entend de toute disposition établie en vertu d'un règlement de l'UE;

la "demande admissible" s'entend d'une demande présentée au Secrétaire d'État par une branche de production du Royaume-Uni des produits auxquels la demande se rapporte, ou en son nom;

le "jour du remplacement" s'entend du jour où la partie 1 de l'annexe 7 de la Loi entre en vigueur dès lors qu'elle se rapporte à tout droit antidumping et tout droit compensateur de l'UE.

2) Aux fins de la présente partie, les références au Règlement (UE) 2016/1036 et au Règlement (UE) 2016/1037 seront réputée inclure des références à des règlements antérieurs de l'UE en vertu desquels des dispositions ont été établies pour l'imposition, selon le cas, de droits antidumping et de droits compensateurs définitifs.

### **Application de la présente partie**

**95.-1)** La présente partie s'applique dans les cas où-

a) un droit antidumping de l'UE a fait l'objet d'une demande admissible et le Secrétaire d'État, avant le jour du remplacement, a fait une détermination pertinente au sujet de ce droit; ou

b) un droit compensateur de l'UE a fait l'objet d'une demande admissible et le Secrétaire d'État, avant le jour du remplacement, a fait une détermination pertinente au sujet de ce droit.

2) Une détermination pertinente au sens du paragraphe 1) a) est une détermination établissant que, dans les cas où le droit antidumping de l'UE est censé s'appliquer à des produits immédiatement avant le jour du remplacement, un montant de droit antidumping égal au droit antidumping de l'UE s'applique aux mêmes produits le jour du remplacement et à compter de ce jour jusqu'à la date appropriée.

3) Une détermination pertinente au sens du paragraphe 1) b) est une détermination établissant que, dans les cas où le droit compensateur de l'UE est censé s'appliquer à des produits immédiatement avant le jour du remplacement, un droit compensateur égal au droit compensateur de l'UE s'applique aux mêmes produits le jour de remplacement et à compter de ce jour jusqu'à la date appropriée.

4) Un droit compensateur de l'UE censé s'appliquer à des produits immédiatement avant le jour du remplacement comprend un droit qui s'appliquerait ainsi si ce n'était de l'acceptation par la



Commission européenne, avant le jour de remplacement, d'un engagement mentionné à l'article 13 du Règlement (UE) 2016/1037.

5) Dans le présent règlement, la "date appropriée" s'entend-

a) de la date à laquelle le droit antidumping ou le droit compensateur de l'UE, selon le cas, doit arriver à expiration; ou

b) dans les cas où le jour du remplacement le droit pertinent fait l'objet d'un réexamen à l'expiration (conformément au Règlement (UE) 2016/1036, dans le cas d'un droit antidumping, ou au Règlement (UE) 2016/1037, dans le cas d'un droit compensateur), du 30<sup>ème</sup> jour après le jour du remplacement.

#### **Notification etc. d'une détermination**

**96.-1)** Le Secrétaire d'État doit-

a) publier un avis d'une détermination mentionnée dans l'article 95 1);

b) informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur de toute détermination de ce type; et

c) établir des dispositions par voie d'avis au public pour donner effet à la détermination.

2) L'avis visé au paragraphe 1) c) doit-

a) spécifier, conformément à l'article 95 2) ou 3)-

i) les produits auxquels le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique;

ii) le montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

iii) la période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique.

b) faire référence à la législation tertiaire de l'UE conformément à laquelle le droit antidumping ou le droit compensateur de l'UE a été imposé.

3) Le paragraphe 4) s'applique dans les cas où le Secrétaire d'État a fait une détermination mentionnée dans l'article 95 1) et, avant le jour du remplacement-

a) celui-ci a réexaminé la question et déterminé que le montant de droit antidumping ou de droit compensateur ne devrait pas s'appliquer aux mêmes produits que le droit antidumping ou le droit compensateur de l'UE, selon le cas, ce jour-là et à compter de ce jour-là;

b) le droit antidumping ou le droit compensateur de l'UE a été modifié ou a cessé de s'appliquer aux produits;

c) celui-ci retire par ailleurs cette détermination.

4) dans les cas où le présent paragraphe est d'application, le Secrétaire d'État doit, lorsque cela est pertinent-

a) publier un avis retirant tout avis de la détermination déjà publié au titre du paragraphe 1) a);

b) en informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur, dans la mesure où il a déjà informé ce pays ou territoire au titre du paragraphe 1) b) de la détermination;

c) publier un avis annulant tout avis au public déjà donné au titre du paragraphe 1) c).

**Traitement des montants au titre de la présente partie, etc.**

**97.-1)** Les montants applicables à des produits au titre de la présente partie seront traités comme s'ils étaient des montants applicables à des produits à la suite de l'acceptation par le Secrétaire d'État d'une recommandation formulée par la TRA au titre du paragraphe 17 3) ou 4) de l'annexe 4 de la Loi et, sous réserve des dispositions établies par la présente partie et dans la mesure où le contexte le permet, l'article 13 de la Loi, cette annexe et les autres parties du présent règlement s'appliqueront en relation avec les anciens montants comme ils le font en relation avec les montants applicables à des produits à la suite de cette acceptation.

2) Aux fins de l'application, conformément au paragraphe 1), des autres parties du présent règlement en relation avec les montants applicables à des produits au titre de la présente partie, une référence dans l'une quelconque de ces parties à un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi sera, s'agissant de ces montants, réputée comprendre un avis au public mentionné dans la présente partie.

3) Dans les cas où la TRA procède à un réexamen au titre de nouvel exportateur d'un montant applicable à des produits au titre de la présente partie, l'article 71 (réexamen lié à de nouveaux exportateurs) a effet avec les modifications spécifiées au paragraphe 4).

4) Les modifications sont les suivantes-

a) la référence au paragraphe 2) et les deux premières références au paragraphe 3) au "Royaume-Uni" sont considérées comme des références à l'"Union européenne";

b) les références aux paragraphes 2) et 3) à la "période couverte par l'enquête" sont considérées comme des références à la période d'enquête mentionnée dans le Règlement (UE) 2016/1036 et le Règlement (UE) 2016/1037, selon le cas;

c) le paragraphe 4) est considéré comme s'il faisait référence aux droits correspondants de l'UE et comme si ces droits avaient été déterminés à l'aide d'un échantillonnage conformément au Règlement (UE) 2016/1036 ou au Règlement (UE) 2016/1037, selon le cas;

d) les références aux paragraphes 4) et 6) b) au "montant appliqué aux exportateurs étrangers non inclus dans l'échantillon" sont considérées comme des références aux montants établis conformément au Règlement (UE) 2016/1036 ou au Règlement (UE) 2016/1037, selon le cas;

e) au paragraphe 7), le membre de phrase "le taux précédemment calculé conformément à l'article 38 (détermination du montant résiduel)", est remplacé par le membre de phrase "le montant de droit antidumping pertinent conformément à l'article 95 2)".

5) Dans son application à un montant applicable à des produits au titre de la présente partie, l'article 74 (réexamens du champ d'application) a effet en omettant les paragraphes 2) et 4) a).

**Réexamen des montants au titre de la présente partie**

**98.-1)** La TRA doit-

a) procéder à un réexamen (dénommé dans la présente partie "réexamen transitoire") de chaque montant de droit antidumping et de droit compensateur applicable à des produits au titre de la présente partie; et

b) engager chacun de ces réexamens transitoires avant la date à laquelle, conformément à l'article 95 2) ou 3), ce montant cessera de s'appliquer aux produits concernés.

2) Avant d'engager un réexamen transitoire d'un montant de droit compensateur, la TRA doit informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur et le Secrétaire d'État.

3) Lorsqu'elle engage un réexamen transitoire (qu'il s'agisse d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur), la TRA doit-

a) publier un avis annonçant qu'elle engage ce réexamen; et

b) informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur et le Secrétaire d'État.

4) Un avis mentionné au paragraphe 3) a) doit contenir-

a) des détails sur la teneur de l'avis au public mentionné dans l'article 96 1) c), en ce qui concerne le montant de droit antidumping ou de droit compensateur auquel le réexamen se rapporte;

b) les renseignements mentionnés aux sous-paragraphe c) à g) et k) à n) du paragraphe 1 (avis d'engagement d'un réexamen) de l'annexe 3.

5) Dans les cas où un avis d'engagement d'un réexamen transitoire a été publié et si le Secrétaire d'État a établi des dispositions pertinentes par voie d'avis au public, le montant de droit antidumping ou de droit compensateur faisant l'objet du réexamen continue de s'appliquer aux produits concernés (dans les cas où il cesserait normalement de le faire) jusqu'à ce que le Secrétaire d'État établisse d'autres dispositions par voie d'avis au public.

6) Un réexamen transitoire concernant un montant de droit antidumping applicable à des produits vise à déterminer-

a) si le maintien de l'application de ce montant est nécessaire ou suffisant pour compenser le dumping des produits concernés au Royaume-Uni; et

b) s'il y aurait un dommage pour la branche de production du Royaume-Uni de ces produits si un montant de droit antidumping ne devait plus s'appliquer à ces produits.

7) Un réexamen transitoire concernant un montant de droit compensateur vise à déterminer-

a) si le maintien de l'application de ce montant est nécessaire ou suffisant pour compenser l'importation des produits subventionnés concernés au Royaume-Uni; et

b) s'il y aurait un dommage pour la branche de production du Royaume-Uni de ces produits si un montant de droit compensateur ne devait plus s'appliquer à ces produits.

8) Un réexamen transitoire peut inclure-

a) l'examen de la question de savoir si, et dans l'affirmative à quel niveau, il est approprié de recalculer le montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

b) la réévaluation de la marge de dumping ou du montant de la subvention;

c) la réévaluation du montant adéquat pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production du Royaume-Uni par des produits faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées;

d) l'examen de la question de savoir si les produits ou la description des produits auxquels un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est applicable devraient être modifiés.

9) Les parties 2, 3, 4 et 6 s'appliquent aux réexamens effectués au titre de la présente partie dans la mesure où la TRA le juge pertinent.

10) La partie 5 s'applique aux réexamens effectués au titre de la présente partie.

11) Dans les cas où d'autres parties du présent règlement sont appliquées à des réexamens au titre de la présente partie, les références faites dans ces parties aux "produits concernés" et à des expressions semblables seront interprétées comme des références aux produits auxquels l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est réexaminée.

12) Dans les cas où la TRA construit le prix à l'exportation conformément à l'article 15 (prix à l'exportation), elle peut déduire tout montant de droit antidumping acquitté qui n'est pas répercuté sur les prix de revente et les prix de vente ultérieurs au Royaume-Uni.

13) La TRA peut engager un réexamen transitoire avant le jour du remplacement.

14) Dans les cas où la TRA engage un réexamen transitoire avant le jour du remplacement, elle peut clore ce réexamen.

15) Dans les cas où la TRA clôt un réexamen transitoire, elle doit-

a) engager et mener un réexamen transitoire du montant de droit antidumping ou de droit compensateur pertinent à une date ultérieure;

b) publier un avis de clôture contenant les renseignements mentionnés au paragraphe 2 de la l'annexe 3;

c) informer les pouvoirs publics du pays ou territoire exportateur et le Secrétaire d'État.

### **Déterminations à la clôture de réexamens transitoires**

**99.-1)** À la clôture d'un réexamen transitoire, la TRA doit faire une ou des déterminations visant tous les produits qui ont fait l'objet du réexamen.

2) Une détermination mentionnée au paragraphe 1) est une détermination selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être-

a) modifiée; ou

b) annulée.

3) La TRA doit tenir compte de l'incidence actuelle et prospective d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur lorsqu'elle fait une détermination concernant l'application future de ce montant.

4) La TRA peut faire une détermination concernant certains des produits ayant fait l'objet du réexamen qui diffère de la détermination qu'elle fait concernant d'autres produits.

5) Dans les cas où la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée, la modification peut, entre autres choses, comprendre ou inclure-

a) sous réserve du paragraphe 6), la réduction du montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

b) sous réserve du paragraphe 6), l'augmentation du montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

c) la réduction de la période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique.

d) sous réserve du paragraphe 8), la prorogation de la période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'applique.

6) Dans les cas où la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée, cette modification ne doit pas comprendre ou inclure la réduction ou l'augmentation de ce montant à un niveau qui-

a) dans le cas d'un montant de droit antidumping, dépasse la marge de dumping ou, s'il est inférieur à la marge de dumping, le montant dont la TRA est convaincue qu'il serait adéquat pour faire disparaître le dommage causé à une branche de production du Royaume-Uni par les produits faisant l'objet d'un dumping;

b) dans le cas d'un montant de droit compensateur, dépasse le montant de la subvention ou, s'il est inférieur au montant de la subvention, le montant dont la TRA est convaincue qu'il serait adéquat pour faire disparaître le dommage causé à une branche de production du Royaume-Uni par les importations subventionnées.

7) Dans les cas où la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée et où il ne lui a pas été possible de recalculer le montant de droit antidumping ou de droit compensateur, cette modification peut inclure le maintien de ce montant.

8) Dans les cas où la TRA détermine que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée, cette modification ne doit pas comprendre ou inclure une prorogation de la période pendant laquelle le montant s'applique d'une période, calculée à compter de la date de l'avis au public mentionné dans l'article 101 5) a), de plus de cinq ans.

### **Recommandation de la TRA au Secrétaire d'État**

**100.-1)** La TRA doit, après avoir fait une détermination mentionnée dans l'article 99 (déterminations à la clôture de réexamens transitoires), formuler une recommandation au Secrétaire d'État en ce qui concerne les produits auxquels la détermination se rapporte.

2) Une recommandation mentionnée au paragraphe 1) est une recommandation selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être-

a) modifiée; ou

b) annulée.

3) La TRA ne doit pas formuler de recommandation selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée, sauf si elle est convaincue que cette recommandation satisferait au critère de l'intérêt économique et, dans les cas où elle n'en est pas convaincue, elle doit plutôt recommander que l'application de ce montant à ces produits devrait être annulée.

4) La recommandation de la TRA doit inclure-

a) une description des produits auxquels la recommandation se rapporte;

b) les noms des exportateurs étrangers ou, lorsque cela n'est pas réalisable, des pays ou territoires exportateurs concernés;

c) ses motifs.

### **Acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA**

**101.-1)** Dans les cas où la TRA formule une recommandation conformément à l'article 100 (recommandation de la TRA au Secrétaire d'État), le Secrétaire d'État doit accepter ou rejeter cette recommandation.

2) Le Secrétaire d'État peut rejeter la recommandation de la TRA uniquement s'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de l'accepter.

3) À cette fin, dans les cas où il est recommandé que l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits devrait être modifiée, le Secrétaire d'État doit accepter la détermination de la TRA selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à des produits conformément à la recommandation satisfait aux critères de l'intérêt économique, sauf s'il est convaincu que la TRA ne pouvait pas raisonnablement formuler cette détermination.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, il doit-

a) publier un avis du rejet qui contient les renseignements suivants-

- i) une description des produits auxquels la recommandation se rapporte;
- ii) un résumé du réexamen;
- iii) la recommandation de la TRA;
- iv) les raisons de la recommandation de la TRA;
- v) les raisons pour lesquelles il l'a rejetée;

b) aviser les parties intéressées, et

c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il a rejeté la recommandation.

5) Dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA, il doit-

a) établir des dispositions par voie d'avis au public pour donner effet à la recommandation;

b) aviser les parties intéressées.

6) L'avis mentionné au paragraphe 5) a) doit contenir les renseignements suivants-

a) les renseignements mentionnés aux sous-paragraphe i) à iv) du paragraphe 4) a);

b) dans les cas où cela est pertinent, le montant de droit antidumping ou de droit compensateur révisé;

c) dans les cas où cela est pertinent, la nouvelle période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'appliquera.

7) la période mentionnée au paragraphe 6) c) doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public.

## **PARTIE 13 DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES À LA TRA**

### **CHAPITRE 1 MODIFICATIONS GÉNÉRALES**

**102.** Sauf indication contraire dans la présente partie, le présent règlement a effet comme si-

a) le terme "TRA", à chaque endroit où il figure (sauf dans l'article 1), était remplacé par le terme "Secrétaire d'État";

b) les termes "de la TRA", à chaque endroit où ils figurent, étaient remplacés par les termes "du Secrétaire d'État";

c) le terme "elle", dans les cas où il s'agit d'une référence à la TRA, à chaque endroit où il figure, était remplacé par les termes "le Secrétaire d'État"; et

d) les termes "son", "sa" ou "ses", à chaque endroit où ils figurent dans les dispositions ci-après, étaient remplacés par les termes "le", "la" ou "les"-

i) article 23 2);

ii) article 30 3);

iii) article 36 4);

iv) article 37 2);

v) article 41 5) a);

vi) article 48 2);

vii) article 56 2) et 4);

viii) article 57 2) et 3);

ix) article 64 3) a) et 4) a);

x) article 67 7) a);

xi) article 78 5) a);

xii) article 98 3) a);

xiii) paragraphes 7 c) et 9 c), annexe 2.

### **CHAPITRE 2 AUTRES MODIFICATIONS**

#### **Modifications de la partie 1**

**103.** L'article 2 (interprétation) a effet comme si, dans la définition du terme "application", les termes "paragraphe 9 1) a) de l'annexe 4 de la Loi" étaient remplacés par les termes "paragraphe 9 1) a) i) de l'annexe 4 de la Loi".

#### **Modifications de la partie 6**

**104.** L'article 40 (dispositions générales) a effet comme si, au paragraphe 1), les termes "[de] ses [fonctions]" étaient remplacés par les termes "[des fonctions] du Secrétaire d'État", et au paragraphe 2 c) et d), les termes "[à] ses [demandes]" étaient remplacés par les termes "[aux demandes] du Secrétaire d'État".

**105.** L'article 41 (révision du champ d'une enquête) a effet comme si-

- a) les termes "sa détermination" étaient remplacés par les termes "la décision du Secrétaire d'État" au paragraphe 1); et
- b) le membre de phrase "(ou s'ils avaient été mis autrement à la disposition du Secrétaire d'État, dans les cas où aucune demande n'avait été présentée)" était ajouté à la fin du paragraphe 5) a).

**106.** L'article 45 (renseignements confidentiels) a effet comme si-

- a) au paragraphe 1) a), le terme "celle-ci" était remplacé par les termes "le Secrétaire d'État"; et
- b) le paragraphe 5) était omis.

**107.** L'article 46 (divulgaration autorisée) a effet comme si-

- a) Les termes "la TRA ou" étaient supprimés à chaque endroit où ils figurent aux paragraphes 1) et 3); et
- b) le paragraphe 2) était omis.

**108.** L'article 52 (évaluation d'une demande) a effet comme si-

- a) le titre de cet article était remplacé par ce qui suit-

**"Évaluation de renseignements pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête";**  
**et**

- b) le paragraphe 1) était remplacé par ce qui suit-

"1) Le Secrétaire d'État doit examiner l'exactitude et l'adéquation des renseignements-

- a) contenus dans une demande ou fournis avec celle-ci; ou
- b) qu'il a obtenus ou qu'il détient aux fins de l'ouverture d'une enquête, dans les cas où il n'y a pas de demande,

pour déterminer si ces renseignements sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête au titre du paragraphe 9 de l'annexe 4 de la Loi."

**109.** L'article 53 (rendre publique une demande) a effet comme si-

- a) le titre de cet article était remplacé par ce qui suit-

**"Publicité";**

- b) au paragraphe 1), le membre de phrase "ou le fait que le Secrétaire d'État examine s'il y a lieu de rendre une décision au titre du paragraphe 9 1) a) ii) de l'annexe 4 de la Loi" était ajouté après le terme "demande"; et

- c) au paragraphe 3), les termes ", le cas échéant" étaient ajoutés après les termes "article 50 (demande)".

**110.** L'article 54 (enregistrement des intérêts et envoi des questionnaires) a effet comme si les paragraphes 2) b) et 3) b) étaient remplacés par ce qui suit-

"b) tous les producteurs et importateurs du Royaume-Uni, et tous les exportateurs étrangers (ou leurs associations), que-

- i) la branche de production du Royaume-Uni requérante a indiqués dans sa demande; ou



ii) dans les cas où aucune demande n'a été présentée, le Secrétaire d'État a indiqués comme étant pertinents pour l'enquête;"

**111.** L'article 61 (audience) a effet comme si, au paragraphe 1) b), les termes "[de] sa [propre]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État".

**112.** L'article 65 (teneur des avis) a effet comme si-

a) au paragraphe 3), les termes "recommandation concernant l'exigence" étaient remplacés par les termes "décision préliminaire d'exiger".

b) au paragraphe 4)-

i) les termes "paragraphe 15 4) a) et 5 a)" étaient remplacés par les termes "paragraphe 15 3) a) et 4) a)";

ii) les termes "acceptation ou rejet d'une recommandation visant à ce qu'une garantie soit exigée" étaient remplacés par les termes "décision de donner effet, ou non, à une décision préliminaire d'exiger une garantie";

c) au paragraphe 5), le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

d) au paragraphe 6)-

i) les termes "paragraphe 20 4) a) et 20) 5 a)" étaient remplacés par les termes "paragraphe 20 3) a) et 20 4) a)";

ii) les termes "acceptation ou rejet de la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décision de donner effet, ou non, à une décision préliminaire";

e) le paragraphe 9) était omis; et

f) au paragraphe 10), les termes "paragraphe 4) ou 6) de" étaient omis.

### **Modifications de la partie 7**

**113.** L'article 67 (engagement d'un réexamen) a effet comme si-

a) aux paragraphes 1) b) et 2) b), les termes "[de] sa [propre initiative]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État";

b) au paragraphe 7 b), les termes "le Secrétaire d'État et" étaient omis.

c) au paragraphe 9), les termes "et le Secrétaire d'État" étaient omis.

**114.** L'article 69 (réexamen intérimaire) a effet comme si-

a) au paragraphe 2), les termes "[de] sa [propre initiative]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État";

b) aux paragraphes 6) et 11), les termes "déterminer [que]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]";

c) aux paragraphes 7) et 9), les termes "[établit une] détermination" étaient remplacés par les termes "[rend une] décision préliminaire";

d) le paragraphe 10) était remplacé par ce qui suit-

"10) Le Secrétaire d'État peut uniquement rendre une décision préliminaire selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur doit être prorogée conformément au présent article s'il est convaincu que l'application de ce montant satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi) et, lorsqu'il n'en est pas convaincu, il doit au lieu de cela rendre une décision préliminaire selon laquelle l'application dudit montant à ces produits devrait être annulée."; et

e) au paragraphe 12), les termes "détermine [que]" étaient remplacés par les termes "rend une décision préliminaire [selon laquelle]";

**115.** L'article 70 (réexamen à l'expiration) a effet comme si-

a) aux paragraphes 2) et 7), les termes "déterminer [qu'il]" étaient remplacés par les termes "[rendre une] décision préliminaire [selon laquelle il]" et, aux paragraphes 8) et 9), les termes "[établit une] détermination" étaient remplacés par les termes "[rend une] décision préliminaire";

b) au paragraphe 9), le membre de phrase "accepté ou rejeté la recommandation de la TRA conformément à l'article 76 (acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA)" était remplacé par le membre de phrase "décidé de donner effet à la décision préliminaire (ou non, selon le cas) conformément à l'article 76 (décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu de donner effet à une décision préliminaire à la suite de la clôture d'un réexamen)";

c) au paragraphe 11), les termes "déterminer [que]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]"; et

d) le paragraphe 12) était remplacé par ce qui suit-

"12) Le Secrétaire d'État peut uniquement rendre une décision préliminaire selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur doit être prorogée conformément au présent article s'il est convaincu que l'application de ce montant satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi).".

**116.** L'article 71 (réexamen au titre de nouvel exportateur) a effet comme si-

a) au paragraphe 5), le sous-paragraphe a) (et le terme "et" qui le suit) était omis;

b) au paragraphe 6), les termes "déterminer [que]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]";

c) au paragraphe 7), les termes "[établit une] détermination" étaient remplacés par les termes "[rend une] décision préliminaire"; et

d) le paragraphe 8) était remplacé par ce qui suit-

"8) Si le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire au titre du paragraphe 6) b) ou c) en ce qui concerne un montant de droit antidumping (et le Secrétaire d'État a décidé de donner effet à cette décision conformément à l'article 76 (décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu de donner effet à une décision préliminaire à la suite de la clôture d'un réexamen)), il peut, par voie d'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi, appliquer à ce nouvel exportateur le taux spécifié dans la décision préliminaire à compter de la date d'engagement du réexamen.".

**117.** L'article 72 (réexamen relatif à la prise en charge) a effet comme si-

a) au paragraphe 4), les termes "[établit une] détermination" étaient remplacés par les termes "[rendre une] décision préliminaire" au premier endroit où ils figurent;

b) au paragraphe 6), les termes "recommander l'application d'un" était remplacée par les termes "rendre une décision préliminaire d'appliquer"; et

c) au paragraphe 7), les termes "déterminer [que]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]";

**118.** L'article 73 (réexamen relatif au contournement) a effet comme si-

a) au paragraphe 7), les termes "déterminer [ce qui suit]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]"; et

b) au paragraphe 8), le terme "détermination" était remplacé par les termes "décision préliminaire".

**119.** L'article 74 (réexamen du champ d'application) a effet comme si-

a) au paragraphe 2), les termes "[sauf de] sa [propre initiative]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État"; et

b) au paragraphe 5), les termes "déterminer [que]" étaient remplacés par les termes "rendre une décision préliminaire [selon laquelle]".

**120.** Le chapitre 3 de la partie 7 (recommandation de la TRA et décision du Secrétaire d'État) a effet comme si le titre de ce chapitre était remplacé par ce qui suit-

**"Décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu de donner effet à une décision préliminaire".**

**121.** L'article 75 (recommandation de la TRA au Secrétaire d'État) a effet comme si-

a) le titre de cet article était remplacé par ce qui suit-

**"Décision préliminaire du Secrétaire d'État à la suite de la clôture d'un réexamen";  
et**

b) cet article était remplacé par ce qui suit-

**"75.-1)** À la suite de la clôture d'un réexamen, dans les cas où le paragraphe 2) est d'application, la décision préliminaire rendue par le Secrétaire d'État doit inclure-

a) une description des produits auxquels la décision préliminaire se rapporte;

b) les noms des exportateurs étrangers ou, lorsque cela est irréalisable, des pays ou territoires exportateurs;

c) lorsque cela est pertinent, la période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être applicable, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la décision préliminaire, sauf si le Secrétaire d'État fait une détermination conformément au paragraphe 3); et

d) les raisons la décision préliminaire du Secrétaire d'État.

2) Le présent paragraphe s'applique dans les cas où le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire selon laquelle-

a) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être modifiée;

b) l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur à une partie ou à la totalité des produits faisant l'objet d'un réexamen devrait être annulée;

c) la durée d'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être prorogée; ou

d) un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devrait être appliqué à un nouvel exportateur à un niveau particulier.

3) Le Secrétaire d'État peut, dans le cadre d'une décision préliminaire, déterminer l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur modifié à des produits à compter d'une date antérieure à la date indiquée dans l'avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la décision préliminaire lorsque-

a) la décision préliminaire concerne un réexamen au sens de l'article 73 (réexamen relatif au contournement); et

b) il est satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 21 10) de l'annexe 4 de la Loi.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire autre qu'une décision préliminaire mentionnée au paragraphe 2), et décide de lui donner effet, il doit-

a) clore le réexamen;

b) publier un avis contenant les renseignements indiqués au paragraphe 2 de l'annexe 3; et

b) informer les parties intéressées.".

**122.** L'article 76 (acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA) a effet comme si-

a) le titre de cet article était remplacé par ce qui suit-

**"Décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu de donner effet à une décision préliminaire à la suite de la clôture d'un réexamen"; et**

b) cet article était remplacé par ce qui suit-

**"76.-1)** Dans les cas où le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire mentionnée dans l'article 75 2) (décisions préliminaires du Secrétaire d'État à la suite de la clôture d'un réexamen), il doit décider s'il y a lieu de donner effet à cette décision.

2) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à la décision préliminaire uniquement s'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

3) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements indiqués au paragraphe 3 ou 4 de l'annexe 3;

b) informer les parties intéressées, et

c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à la décision préliminaire, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 21 7) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements indiqués au paragraphe 3 ou 4 de l'annexe 3.".

## **Modifications de la partie 8**

**123.** L'article 77 (demandes et offres d'engagement) a effet comme si le paragraphe 1) a) était omis.

**124.** L'article 78 (pouvoir de la TRA de recommander l'acceptation des engagements) a effet comme si-

a) le titre de cet article était remplacé par ce qui suit-

**"Décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu d'accepter des engagements";**

b) au paragraphe 1)-

i) le membre de phrase "La TRA peut faire une recommandation au Secrétaire d'État au titre du paragraphe 23 1) de l'annexe 4 de la Loi visant à ce qu'il accepte d'un engagement" était remplacé par le membre de phrase "Le Secrétaire d'État peut accepter un engagement au titre du paragraphe 23 1) de l'annexe 4 de la Loi".

ii) au sous-paragraphe d), les termes "[les] prescriptions [énoncées]" étaient remplacés par les termes "[la] prescription [énoncée]";

c) au paragraphe 2), les termes "[de] recommander l'acceptation d'un" étaient remplacés par les termes "[d']accepter [un]"; et

d) au paragraphe 4), le terme "recommandation" était remplacé par-

i) le terme "décision" au premier endroit où il figure; et

ii) les termes "décision préliminaire" au second endroit où il figure.

**125.** L'article 79 (pouvoir du Secrétaire d'État d'accepter des engagements) a effet comme si-

a) le paragraphe 1) était omis; et

b) aux paragraphes 2) et 3), les termes "la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "un engagement".

**126.** L'article 81 (acceptation d'un nouvel engagement à la place d'un engagement existant) a effet comme si les termes "pouvoir de la TRA de recommander l'acceptation des engagements" étaient remplacés par les termes "décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu d'accepter des engagements".

**127.** L'article 82 (engagements cessant de s'appliquer) a effet comme si, au paragraphe 1) d), les termes "la TRA avise le Secrétaire d'État que" étaient omis.

**128.** L'article 83 (violation d'un engagement) a effet comme si-

a) au paragraphe 1) a), les termes "ou le Secrétaire d'État" étaient omis; et

b) au paragraphe 1) b), les termes "[de] sa [propre initiative]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État"; et

**129.** L'article 84 (réexamens par la TRA du maintien en application d'un engagement) a effet comme si-

a) au paragraphe 2) b), les termes "[de] sa [propre initiative]" étaient remplacés par les termes "[à l'initiative] du Secrétaire d'État";

b) les paragraphes 6) et 7) étaient omis;

c) au paragraphe 8), les termes "accepte la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "fait une détermination conformément au paragraphe 5) b) à e)"; et

d) au paragraphe 9), les termes "rejette la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de ne pas faire de détermination conformément au paragraphe 5) b) à e)".

### **Modifications de la partie 9**

**130.** La partie 9 du présent règlement a effet comme si les modifications ci-après y étaient apportées-

### **"PARTIE 9 Suspension**

#### **Suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**85.-1)** Le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire ("décision préliminaire de suspension") selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping et de droit compensateur est suspendue pendant une période spécifiée (la "période de suspension") en ce qui concerne une partie ou la totalité des produits spécifiés dans un avis au public formulé par le Secrétaire d'État au titre de l'article 13 de la Loi.

2) Le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire de suspension lorsque-

a) le paragraphe 3) s'applique;

b) il est convaincu qu'une suspension est appropriée; et

c) la possibilité de formuler des observations au sujet de la suspension proposée a été ménagée à la branche de production du Royaume-Uni requérante dans la demande de suspension (voir l'article 86).

3) Le présent paragraphe s'applique dans les cas où le Secrétaire d'État, que cela fasse suite ou non à l'examen d'une demande présentée conformément à l'article 86 (demande de suspension), estime que les circonstances énoncées au paragraphe 4) existent.

4) Ces circonstances sont les suivantes-

a) les conditions du marché ont temporairement changé; et

b) par suite du changement des conditions du marché, le dommage causé à une branche de production du Royaume-Uni est peu susceptible de subsister ou de se reproduire si l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur devait être suspendue.

5) Lorsqu'il examine s'il y a lieu de rendre une décision préliminaire de suspension, le Secrétaire d'État peut prendre toutes mesures qu'il juge appropriées.

6) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une demande de suspension, il doit aviser le requérant.

7) Lorsque le Secrétaire d'État décide qu'il n'est pas approprié de rendre une décision préliminaire de suspension, il doit-

a) publier un avis indiquant les raisons de cette décision; et

b) aviser les parties intéressées.

8) Lorsque le Secrétaire d'État décide qu'il est approprié de rendre une décision préliminaire de suspension, il doit faire figurer dans la décision-

a) les raisons de la décision;

b) la période de suspension, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 donnant effet à la décision préliminaire de suspension; et

c) tous autres renseignements qu'il juge pertinents.

9) Si le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire de suspension, il doit décider s'il y a lieu de donner effet à la décision.

10) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à la décision préliminaire de suspension, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 26 6) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 5.

11) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à une décision préliminaire de suspension seulement lorsqu'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

12) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à une décision préliminaire de suspension, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 5;

b) aviser les parties intéressées, et

c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas donner effet à la décision préliminaire de suspension.

13) Dans les cas où un montant de droit antidumping ou de droit compensateur est suspendu au titre de la présente partie, la période de suspension est prise en compte pour la période d'application spécifiée du montant du droit antidumping ou du droit compensateur indiqué dans l'avis au public pertinent.

### **Demande de suspension**

**86.-1)** Une demande de suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur conformément à l'article 85 (suspension d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur) ("demande de suspension") peut être présentée au Secrétaire d'État par une partie intéressée ou en son nom.

2) Une demande de suspension présentée au Secrétaire d'État doit inclure dans toute la mesure du possible des renseignements concernant-

a) le changement des conditions du marché;

b) la nature temporaire de ce changement; et

c) l'effet du changement sur la branche de production du Royaume-Uni.

3) Lorsqu'une demande de suspension est retirée par le requérant, le Secrétaire d'État peut toujours examiner s'il est approprié de rendre une décision préliminaire de suspension (voir l'article 85).

### **Période de suspension**

**87.-1)** La période de suspension visée dans l'article 85 1) ne doit pas dépasser neuf mois à compter du jour suivant la publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la suspension.

2) À la suite d'une demande d'une partie intéressée ou lorsqu'il estime par ailleurs que cela est approprié, le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire selon laquelle la période de 9 mois visée au paragraphe 1) est prolongée de 21 mois au maximum ("période de suspension prolongée").

3) Lorsque le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire conformément au paragraphe 2), mais que la durée de la période de suspension prolongée conformément à cette décision est inférieure à 21 mois, il peut rendre une autre décision préliminaire pour augmenter la durée de cette période dans les cas où il estime qu'il est approprié de le faire et à condition que la durée globale de la période de suspension prolongée ne dépasse pas 21 mois.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État rejette une demande prolongation de la période de suspension, il doit aviser le requérant.

5) Lorsque le Secrétaire d'État décide qu'il n'est pas approprié de rendre une décision préliminaire pour prolonger la période de suspension, il doit-

a) publier un avis de la décision et exposer les raisons de cette décision; et

b) aviser les parties intéressées.

6) Lorsque le Secrétaire d'État décide qu'il est approprié de rendre une décision préliminaire pour prolonger la période de suspension, il doit indiquer dans sa décision-

a) les raisons de la décision préliminaire;

b) la période de suspension prolongée, qui doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la décision préliminaire; et

c) tous autres renseignements qu'il juge pertinents.

7) Si le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire conformément au présent article, il doit décider s'il y a lieu de donner effet à cette décision.

8) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à une décision préliminaire, l'avis qu'il publie au titre du paragraphe 26 6) a) de l'annexe 4 de la Loi doit contenir les renseignements indiqués au paragraphe 3 de l'annexe 5.

9) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à une décision préliminaire seulement lorsqu'il estime qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

10) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 3 de l'annexe 5;

b) aviser les parties intéressées, et

c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire.

#### **Rétablissement d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**88.-1)** Le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire pour rétablir un montant de droit antidumping ou de droit compensateur lorsqu'il détermine que les circonstances énoncées dans l'article 85 4) n'existent plus.

2) Lorsque le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire conformément au présent article, il doit inclure dans la décision-

a) les raisons de la décision préliminaire; et

b) tous autres renseignements qu'il juge pertinents.



3) Si le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire conformément au présent article, il doit décider s'il y a lieu de donner effet à cette décision.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à une décision préliminaire, il doit-

a) publier un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi contenant les renseignements énoncés au paragraphe 4 de l'annexe 5; et

b) aviser les parties intéressées.

5) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à une décision préliminaire seulement lorsqu'il estime qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

6) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à une décision préliminaire, il doit-

a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 4 de l'annexe 5;

b) aviser les parties intéressées, et

c) présenter à la Chambre des Communes un exposé des raisons pour lesquelles il décide de ne pas rendre la décision préliminaire."

### **Modifications de la partie 11**

**131.** L'article 90 (prolongation de la période d'application d'une mesure corrective provisoire dans une enquête sur l'existence d'un dumping) a effet comme si cet article était remplacé par ce qui suit-

**"90.-1)** Le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire selon laquelle la période d'application d'une mesure corrective provisoire, appliquée en ce qui concerne des produits dans le cas d'une enquête sur l'existence d'un dumping, est prolongée (une "décision préliminaire de prolongation").

2) Le Secrétaire d'État peut rendre une décision préliminaire de prolongation seulement lorsque-

a) le paragraphe 3) ou 4) s'applique; et

b) il est convaincu que la prolongation satisfait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi).

3) Le présent paragraphe s'applique lorsque le Secrétaire d'État reçoit une demande de prolongation de la période d'application de la mesure corrective provisoire présentée par des exportateurs étrangers dont les exportations représentent un volume notable des produits faisant l'objet d'un dumping ou en leur nom.

4) Le présent paragraphe s'applique lorsque-

a) le Secrétaire d'État considère que la prolongation de la période d'application de la mesure corrective provisoire est appropriée dans les circonstances;

b) le Secrétaire d'État adresse aux exportateurs étrangers une notification les informant qu'il estime approprié de prolonger la période d'application de la mesure corrective provisoire ("prolongation projetée"); et

c) les exportateurs étrangers dont les exportations représentent un volume notable des produits faisant l'objet d'un dumping ne sont pas opposés à la prolongation projetée.

5) Une décision préliminaire de prolongation doit indiquer-

- a) une description des produits auxquels la décision se rapporte;
- b) les exportateurs étrangers qui soutiennent la prolongation ou n'y sont pas opposés;
- c) la période de prolongation, qui ne doit pas dépasser la période mentionnée au paragraphe 16 2) de l'annexe 4 de la Loi et qui doit commencer le jour où la mesure corrective provisoire serait normalement arrivée à expiration; et
- d) les raisons de la décision.

6) Si le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire de prolongation, il doit décider s'il y a lieu de donner effet à cette décision.

7) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à une décision préliminaire de prolongation seulement s'il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

8) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à une décision préliminaire de prolongation, il doit-

- a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 6; et
- b) aviser les parties intéressées.

9) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à une décision préliminaire de prolongation, il doit-

- a) publier un avis contenant les renseignements énoncés au paragraphe 1 de l'annexe 6;
- b) aviser les parties intéressées, et
- c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire de prolongation."

**132.** L'article 91 (période pertinente dans une enquête sur l'existence d'un dumping) a effet comme si-

- a) au paragraphe 1), le terme "recommander" était remplacé par le membre de phrase "déterminer, lorsqu'elle rend une décision préliminaire,"; et
- b) au paragraphe 3), le terme "recommandation" était remplacé par le terme "détermination".

**133.** L'article 92 (période pertinente dans une enquête sur l'existence d'un subventionnement) a effet comme si, aux paragraphes 1) et 2) c), le terme "recommander" était remplacé par le membre de phrase "déterminer, lorsqu'elle rend une décision préliminaire,".

## **Modifications de la partie 12**

**134.** L'article 97 (traitement des montants au titre de la présente partie, etc.) a effet comme si, au paragraphe 1)-

- a) le membre de phrase "l'acceptation par le Secrétaire d'État d'une recommandation formulée par la TRA" était remplacé par le membre de phrase "une décision du Secrétaire d'État de donner effet à une décision préliminaire rendue"; et
- b) le terme "acceptation" était remplacé par le terme "décision".

**135.** L'article 98 (réexamen des montants au titre de la présente partie, etc.) a effet comme si-

- a) à la fin des paragraphes 2), 3) b) et 15) c), les termes "et le Secrétaire d'État" étaient omis; et
- b) au paragraphe 3) a), le terme "son" était supprimé.

**136.** L'article 99 (déterminations à la clôture de réexamens transitoires) a effet comme si-

a) les termes "détermination" ou "déterminations", à chaque endroit où ils figurent, y compris dans le titre, étaient remplacés par les termes "décision préliminaire" ou "décisions préliminaires", selon le cas;

b) après le paragraphe 2), ce qui suit était ajouté-

"2A) Le Secrétaire d'État ne doit pas rendre de décision préliminaire selon laquelle l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur aux produits devrait être modifiée, sauf s'il est convaincu que cette décision satisferait au critère de l'intérêt économique (voir le paragraphe 25 de l'annexe 4 de la Loi) et, dans les cas où il n'en est pas convaincu, il doit plutôt rendre une décision préliminaire selon laquelle l'application de ce montant à ces produits devrait être annulée.

2B) La décision préliminaire du Secrétaire d'État doit inclure-

a) une description des produits auxquels la décision préliminaire se rapporte;

b) les noms des exportateurs étrangers ou, lorsque cela n'est pas réalisable, des pays ou territoires exportateurs concernés;

c) les raisons de la décision préliminaire."; et

c) au paragraphe 8, les termes "article 101 5) a)" étaient remplacés par les termes "article 100 4) a)".

**137.** Les articles 100 (recommandation de la TRA au Secrétaire d'État) et 101 (acceptation ou rejet par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA) ont effet comme si ces articles (y compris les titres) étaient remplacés par ce qui suit-

**"Décision du Secrétaire d'État sur le point de savoir s'il y a lieu de donner effet à une décision préliminaire à la clôture d'un réexamen transitoire**

**100.-1)** Dans les cas où le Secrétaire d'État rend une décision préliminaire conformément à l'article 99 (décisions préliminaires à la clôture de réexamens transitoires), il doit décider s'il y a lieu de donner effet à cette décision.

2) Le Secrétaire d'État peut décider de ne pas donner effet à la décision préliminaire seulement dans les cas où il est convaincu qu'il n'est pas dans l'intérêt public de lui donner effet.

3) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire, il doit-

a) publier un avis de la décision qui contient les renseignements suivants-

i) une description des produits auxquels la décision préliminaire se rapporte;

ii) un résumé du réexamen;

ii) la décision préliminaire;

iv) les raisons de la décision préliminaire;

v) les raisons de la décision du Secrétaire d'État de ne pas donner effet à la décision préliminaire;

b) informer les parties intéressées;

c) présenter à la Chambre des communes un exposé des raisons pour lesquelles il décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire.

4) Dans les cas où le Secrétaire d'État décide de donner effet à la décision préliminaire, il doit-

a) établir des dispositions par voie d'avis au public pour donner effet à la décision préliminaire;

b) aviser les parties intéressées.

5) L'avis mentionné au paragraphe 4) a) doit contenir les renseignements suivants-

a) les renseignements mentionnés aux sous-paragraphe i) à iv) du paragraphe 3) a);

b) dans les cas où cela est pertinent, le montant de droit antidumping ou de droit compensateur révisé;

c) dans les cas où cela est pertinent, la nouvelle période pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur s'appliquera.

6) la période mentionnée au paragraphe 5) c) doit commencer le jour suivant la date de publication de l'avis au public."

## **Modifications de l'annexe 2**

**138.** L'annexe 2 (teneur des avis) a effet comme si-

a) au paragraphe 1 g), les termes "dans la demande" étaient omis;

b) au paragraphe 3-

i) dans le titre précédant ce paragraphe, les termes "recommandation concernant l'exigence" était remplacés par les termes "décision préliminaire d'exiger";

ii) au sous-paragraphe d), les termes "déterminé qu'elle ne [pourrait formuler] aucune recommandation" étaient remplacés par les termes "décidé qu'elle ne [pourrait rendre] aucune décision préliminaire";

c) au paragraphe 4-

i) dans le titre précédant ce paragraphe les termes "acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant l'exigence" était remplacés par les termes "décidant de donner effet, ou non, à une décision préliminaire d'exiger";

ii) au sous-paragraphe f), les termes "recommandation concernant l'exigence" était remplacés par les termes "décision préliminaire d'exiger";

iii) au sous-paragraphe g), les termes "accepte la recommandation de la TRA" était remplacés par les termes "décide de donner effet à la décision préliminaire";

iv) au sous-paragraphe h)-

aa) les termes "rejette la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire";

bb) le terme "rejet" était remplacé par le terme "décision".

d) au paragraphe 5-

i) dans le titre précédant ce paragraphe, le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

ii) au sous-paragraphe e), les termes "déterminé qu'elle ne [pourrait formuler] aucune recommandation" étaient remplacés par les termes "décidé qu'elle ne [pourrait rendre] aucune décision préliminaire"; et

e) au paragraphe 6-

i) dans le titre précédant ce paragraphe les termes "acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décidant de donner effet, ou non, à une décision préliminaire";

ii) au sous-paragraphe d), le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

iii) au sous-paragraphe e), les termes "accepte la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de donner effet à la décision préliminaire";

v) au sous-paragraphe f)-

aa) les termes "rejette la recommandation de la TRA" était remplacés par les termes "décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire"; et

bb) à l'alinéa i), le terme "rejet" était remplacé par le terme "décision".

vi) au sous-paragraphe g)-

aa) les termes "la recommandation de la TRA concernant l'acceptation" étaient omis; et

bb) à l'alinéa i), le terme "recommandation" était remplacé par le terme "engagement";  
et

vii) au sous-paragraphe h)-

aa) les termes "la recommandation de la TRA concernant l'acceptation" étaient omis; et

bb) à l'alinéa ii), le terme "recommandation" était remplacé par le terme "engagement".

### **Modifications de l'annexe 3**

**139.** L'annexe 3 (teneur des avis relatifs aux réexamens) a effet comme si, aux paragraphes 3 et 4-

a) dans les titres précédant ces paragraphes, dans chaque cas, les termes "acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décidant de donner effet, ou non, à une décision préliminaire";

b) les termes "article 76 4) a) ou 5)", dans chaque cas, étaient remplacés par les termes "article 76 3) a) ou 4)";

c) aux sous-paragraphe c) et d), dans chaque cas, le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

d) au sous-paragraphe e), dans chaque cas, les termes "accepte la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de donner effet à la décision préliminaire"; et

e) au sous-paragraphe f), dans chaque cas-

i) les termes "rejette la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire"; et

ii) le terme "rejet" était remplacé par le terme "décision".

#### **Modifications de l'annexe 4**

**140.** L'annexe 4 (teneur des avis relatifs aux engagements) a effet comme si-

a) au paragraphe 1-

i) dans le titre précédant ce paragraphe, les termes "acceptant une recommandation de la TRA" étaient omis;

ii) au sous-paragraphe b), les termes "acceptation [] de la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décision [] de donner effet à une détermination";

iii) le sous-paragraphe e) était omis; et

iv) au sous-paragraphe f), les termes "recommandation de la TRA" étaient remplacés par le terme "engagement"; et

b) au paragraphe 4-

i) dans le titre précédant ce paragraphe, les termes "acceptant une recommandation de la TRA" étaient omis;

ii) le sous-paragraphe e) était omis;

iii) au sous-paragraphe f), les termes "décision [] d'accepter la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "détermination []"; et

iv) au sous-paragraphe g), le terme "décision" était remplacé par le terme "détermination".

#### **Modifications de l'annexe 5**

**141.** L'annexe 5 (teneur des avis de suspension) a effet comme si-

a) aux paragraphes 1, 3 et 4-

i) dans les titres de ces paragraphes, les termes "acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décidant de donner effet, ou non, à une décision préliminaire";

ii) aux sous-paragraphe b) et c) de chaque paragraphe, le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

iii) au sous-paragraphe d) de chaque paragraphe, les termes "accepter ou de rejeter la recommandation" étaient remplacés par les termes "donner effet, ou non, à la décision préliminaire";

iv) au sous-paragraphe e) de chaque paragraphe, les termes "accepte la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de donner effet à la décision préliminaire"; et

v) au sous-paragraphe f) de chaque paragraphe-

aa) les termes "rejette la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire"; et

bb) le terme "rejet" était remplacé par le terme "décision"; et

b) au paragraphe 4 e) ii), le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire".

#### **Modifications de l'annexe 6**

**142.** L'annexe 6 (teneur des avis concernant les prolongations des mesures correctives provisoires) a effet comme si, au paragraphe 1-

a) les termes "article 90 9) a) ou 10) a)" étaient remplacés par les termes "article 90 8) a) ou 9) a)";

b) dans le titre, les termes "acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décidant de donner effet, ou non, à une décision préliminaire";

c) aux sous-paragraphe b) et c), le terme "recommandation" était remplacé par les termes "décision préliminaire";

d) au sous-paragraphe d), les termes "accepter ou de rejeter la recommandation" étaient remplacés par les termes "donner effet, ou non, à la décision préliminaire";

e) au sous-paragraphe e), les termes "accepte la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de donner effet à la décision préliminaire"; et

f) au sous-paragraphe f)-

i) les termes "rejette la recommandation de la TRA" étaient remplacés par les termes "décide de ne pas donner effet à la décision préliminaire";

ii) le terme "rejet" était remplacé par le terme "décision".

Signé en vertu du pouvoir conféré par le Secrétaire d'État au commerce international

*Graham Stuart*

Sous-Secrétaire d'État parlementaire à l'investissement

Département du commerce international

le 4 mars 2019 à 17h05

**ANNEXE 1**

Article 50

**TENEUR DES DEMANDES****Teneur d'une demande d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping**

**1.** Aux fins de l'article 50 1), les renseignements devant figurer dans une demande d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping sont les suivants-

a) une description des produits en relation avec lesquels la branche de production du Royaume-Uni requérante demande une enquête, y compris-

i) leurs caractéristiques techniques;

ii) leur classification tarifaire actuelle;

b) une déclaration identifiant le pays ou territoire exportateur;

c) les coordonnées de tous les exportateurs étrangers connus des produits identifiés;

d) les coordonnées de tous les importateurs connus au Royaume-Uni des produits identifiés;

e) les coordonnées de tous les producteurs connus du Royaume-Uni des produits similaires (voir le paragraphe 7 de l'annexe 4 de la Loi), ou des associations de ces producteurs du Royaume-Uni;

f) le niveau du soutien ou de l'opposition de la branche de production du Royaume-Uni à la demande, y compris-

i) le volume et la valeur de la production totale au Royaume-Uni des produits similaires;

ii) le volume et la valeur de la production des produits similaires au Royaume-Uni de la branche de production du Royaume-Uni requérante;

iii) le volume et la valeur de la production des produits similaires au Royaume-Uni de chaque producteur du Royaume-Uni identifié ou association de ces producteurs du Royaume-Uni;

iv) le soutien ou l'opposition à la demande de chaque producteur du Royaume-Uni identifié;

g) des renseignements indiquant que les produits identifiés ont fait ou font l'objet d'un dumping au sens de la partie 1 du présent règlement;

h) des renseignements sur le volume des importations des produits identifiés;

i) des renseignements indiquant que l'importation des produits identifiés a causé ou cause un dommage à la branche de production du Royaume-Uni au sens de la partie 4 du présent règlement, y compris-

i) l'évolution du volume des importations des produits identifiés;

ii) l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires qui sont produits au Royaume-Uni;

iii) l'incidence de ces importations sur la branche de production du Royaume-Uni;

j) des renseignements indiquant qu'il est satisfait à la prescription relative à la part de marché.



---

**Contenu d'une demande d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement**

2. Aux fins de l'article 50 2), les renseignements devant figurer dans une demande d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement sont les suivants-

a) une description des produits en relation avec lesquels le requérant demande une enquête, y compris-

i) leurs caractéristiques techniques;

ii) leur classification tarifaire actuelle;

b) une déclaration identifiant le pays ou territoire exportateur;

c) les coordonnées de tous les exportateurs étrangers connus des produits identifiés;

d) les coordonnées de tous les importateurs connus au Royaume-Uni des produits identifiés;

e) les coordonnées de la branche de production du Royaume-Uni requérante, y compris les coordonnées de tous les producteurs connus du Royaume-Uni des produits similaires (voir le paragraphe 7 de l'annexe 4 de la Loi), ou des associations de ces producteurs du Royaume-Uni;

f) le niveau du soutien ou de l'opposition de la branche de production du Royaume-Uni à la demande, y compris-

i) le volume et la valeur de la production totale au Royaume-Uni des produits similaires;

ii) le volume et la valeur de la production des produits similaires au Royaume-Uni de la branche de production du Royaume-Uni requérante;

iii) le volume et la valeur de la production des produits similaires au Royaume-Uni de chaque producteur du Royaume-Uni identifié ou association de ces producteurs du Royaume-Uni;

iv) le soutien ou l'opposition à la demande de chaque producteur du Royaume-Uni identifié;

g) des renseignements indiquant que les produits identifiés, qui sont importés au Royaume-Uni, ont été ou sont subventionnés au sens de la partie 3 du présent règlement;

h) des renseignements sur le volume des importations des produits identifiés;

i) des renseignements indiquant que l'importation des produits identifiés a causé ou cause un dommage à la branche de production du Royaume-Uni au sens de la partie 4 du présent règlement, y compris-

i) l'évolution du volume des importations des produits identifiés;

ii) l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires qui sont produits au Royaume-Uni;

iii) l'incidence de ces importations sur la branche de production du Royaume-Uni;

j) des renseignements indiquant qu'il est satisfait à la prescription relative à la part de marché.

## **ANNEXE 2**

Articles 65 et 89

### **TENEUR DES AVIS**

#### **Avis d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un dumping**

**1.** Les renseignements mentionnés à l'article 65 1) sont les suivants-

- a) le cas échéant, les coordonnées de la branche de production du Royaume-Uni requérante, à moins que la TRA ne traite ces renseignements comme confidentiels conformément à l'article 45 (renseignements confidentiels);
- b) la date d'ouverture de l'enquête;
- c) le nom du pays ou territoire exportateur;
- d) une description des produits concernés;
- e) une description des produits similaires;
- f) le cas échéant, une description de la branche de production du Royaume-Uni au nom de laquelle la demande est présentée;
- g) la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande;
- h) un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage;
- i) dans les cas où la TRA considère qu'il peut être approprié d'utiliser un processus d'échantillonnage conformément à l'article 56 (utilisation de l'échantillonnage en ce qui concerne la partie 2 du présent règlement) ou 57 (utilisation de l'échantillonnage en ce qui concerne les parties 3, 4 et 5 du présent règlement), une déclaration à cet effet;
- j) la période couverte par l'enquête;
- k) un résumé du processus d'enquête;
- l) l'adresse de la TRA à laquelle les observations des parties intéressées ou des personnes ayant un intérêt suffisant dans l'enquête doivent être communiquées, ou les moyens par lesquels ces observations doivent être communiquées;
- m) des détails sur une période d'enregistrement durant laquelle les parties intéressées, ou toute autre personne, peuvent se faire connaître à la TRA;
- n) une déclaration selon laquelle les parties intéressées peuvent demander à la TRA de tenir une audition.

#### **Avis d'ouverture d'une enquête sur l'existence d'un subventionnement**

**2.** Les renseignements mentionnés à l'article 65 2) sont les suivants-

- a) le cas échéant, les coordonnées de la branche de production du Royaume-Uni requérante, à moins que la TRA ne traite ces renseignements comme confidentiels conformément à l'article 45 (renseignements confidentiels);
- b) la date d'ouverture de l'enquête;
- c) le nom du pays ou territoire exportateur;

- d) une description des produits concernés;
- e) une description des produits similaires;
- f) le cas échéant, une description de la branche de production du Royaume-Uni au nom de laquelle la demande est présentée;
- g) une description de la pratique de subventionnement alléguée devant faire l'objet de l'enquête;
- h) un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage;
- i) dans les cas où la TRA considère qu'il peut être approprié d'utiliser un processus d'échantillonnage conformément à l'article 57 (utilisation de l'échantillonnage en ce qui concerne les parties 3, 4 et 5 du présent règlement), une déclaration à cet effet;
- j) la période couverte par l'enquête;
- k) un résumé du processus d'enquête;
- l) l'adresse de la TRA à laquelle les observations des parties intéressées et des personnes ayant un intérêt suffisant dans l'enquête doivent être communiquées, ou les moyens par lesquels ces observations doivent être communiquées;
- m) des détails sur une période d'enregistrement durant laquelle les parties intéressées, ou toute autre personne, peuvent se faire connaître à la TRA;
- n) une déclaration selon laquelle les parties intéressées peuvent demander à la TRA de tenir une audition.

**Avis d'une détermination provisoire positive sans recommandation concernant l'exigence d'une garantie**

3. Les renseignements mentionnés à l'article 65 3) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) un résumé de l'enquête à ce jour et des stades ultérieurs de l'enquête qui sont prévus;
- c) les raisons de la détermination positive provisoire de la TRA;
- d) les raisons pour lesquelles la TRA a déterminé qu'elle ne pourrait pas formuler de recommandation au titre du paragraphe 13 3) de l'annexe 4 de la Loi.

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant l'exigence d'une garantie**

4. Les renseignements mentionnés à l'article 65 4) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) un résumé de l'enquête à ce jour et des stades ultérieurs de l'enquête qui sont prévus;
- c) la personne ou catégorie de personnes qui est tenue de fournir une garantie;
- d) des détails sur l'exclusion de produits de la prescription imposant de fournir une garantie, le cas échéant;
- e) les raisons de la détermination positive provisoire de la TRA;
- f) les raisons de la recommandation de la TRA concernant l'exigence d'une garantie;

g) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA, la date à laquelle l'avis entre en vigueur;

h) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

**Avis d'une détermination finale positive sans recommandation concernant un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

5. Les renseignements mentionnés à l'article 65(5)) sont les suivants-

a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;

b) un résumé de l'enquête;

c) la date d'entrée en vigueur de l'avis;

d) les raisons de la détermination finale positive;

e) les raisons pour lesquelles la TRA a déterminé qu'elle ne pourrait pas formuler de recommandation au titre du paragraphe 17 3) ou 4) de l'annexe 4 de la Loi et, le cas échéant, du paragraphe 23 1) de cette annexe.

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

6. Les renseignements mentionnés à l'article 65 6) sont les suivants-

a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;

b) un résumé de l'enquête;

c) les raisons de la détermination finale positive de la TRA;

d) les raisons de la recommandations de la TRA concernant un montant de droit antidumping ou de droit compensateur;

e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-

i) le fait que cet avis est un avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi;

ii) une période spécifiée pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur est applicable (voir le paragraphe 17 3) a) ou 17 4) a) de l'annexe 4 de la Loi);

iii) le cas échéant, la date et la période pertinentes (voir le paragraphe 19 de l'annexe 4 de la Loi);

f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA-

i) les raisons de ce rejet; et

ii) la date d'entrée en vigueur de l'avis;

g) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA concernant l'acceptation d'un engagement-

i) une référence à l'avis pertinent formulé au titre de l'article 79 2) a) concernant l'acceptation par le Secrétaire d'État de la recommandation;

ii) une déclaration selon laquelle les produits faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées sont exemptées de l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur pendant que l'engagement est en vigueur;

iii) des renseignements sur les conséquences d'une violation de l'engagement;

h) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA concernant l'acceptation d'un engagement-

i) le fait qu'un engagement a été offert;

ii) les raisons du rejet de la recommandation.

#### **Avis d'une détermination finale négative**

**7.** Les renseignements mentionnés à l'article 65 7) sont les suivants-

- a) un résumé de l'enquête;
- b) la date d'entrée en vigueur de l'avis;
- c) les raisons de la TRA expliquant sa détermination.

#### **Avis de clôture**

**8.** Les renseignements mentionnés à l'article 65 8) ou 98 15) b) sont les suivants-

- a) un résumé de l'enquête à ce jour;
- b) la date d'entrée en vigueur de l'avis;
- c) les raisons de la clôture.

#### **Avis de remboursement d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**9.** L'avis figurant dans l'article 89 8) c) doit inclure-

- a) le montant du remboursement;
- b) les produits concernant lesquels le remboursement est dû;
- c) les raisons de la TRA expliquant sa détermination.

**ANNEXE 3****Articles 67, 75 et 76****TENEUR DES AVIS RELATIFS AUX RÉEXAMENS****AVIS D'OUVERTURE D'UN RÉEXAMEN**

**1.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 67 8) sont les suivants-

- a) des détails sur le contenu de l'avis pertinent mentionné à l'article 65 6);
- b) le cas échéant, les coordonnées du requérant qui présente une demande de réexamen, ou d'une personne agissant en son nom, sauf si la TRA traite ces renseignements comme confidentiels conformément à l'article 45 (renseignements confidentiels);
- c) le nom du pays ou territoire exportateur;
- d) une description des produits faisant l'objet d'un réexamen;
- e) le nom de toute personne important ou exportant les produits faisant l'objet d'un réexamen ou des produits visés par l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur;
- f) le type de réexamen engagé;
- g) la date d'ouverture du réexamen;
- h) la période couverte par l'enquête pour le réexamen;
- i) le cas échéant, une description de la branche de production du Royaume-Uni au nom de laquelle la demande de réexamen est présentée;
- j) un résumé des raisons pour lesquelles un réexamen est engagé;
- k) un résumé des questions soulevées dans le réexamen;
- l) un résumé du processus de réexamen;
- m) l'adresse de la TRA à laquelle les observations des parties intéressées et des personnes ayant un intérêt suffisant dans le réexamen doivent être communiquées, ou les moyens par lesquels ces observations doivent être communiquées;
- n) des détails sur une période d'enregistrement durant laquelle les parties intéressées, ou toute autre personne, peuvent se faire connaître à la TRA;
- o) une déclaration indiquant que les parties intéressées peuvent demander à la TRA de tenir une audition.

**Avis de clôture d'un réexamen**

**2.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 75 4) sont les suivants-

- a) un résumé du réexamen;
- b) la date de publication de l'avis;
- c) les raisons de la clôture.

---

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant la modification d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**3.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 76 4) a) ou 5) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) un résumé du réexamen;
- c) la recommandation de la TRA;
- d) les raisons de la recommandation de la TRA;
- e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
  - i) le fait que cet avis est un avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi;
  - ii) une période spécifiée pendant laquelle le montant de droit antidumping ou de droit compensateur modifié est applicable;
  - iii) les détails de toutes exemptions de l'application du montant de droit antidumping ou de droit compensateur;
- f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA d'annuler l'application d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**4.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 76 4) a) ou 5) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) un résumé du réexamen;
- c) la recommandation de la TRA;
- d) les raisons de la recommandation de la TRA;
- e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
  - i) le fait que cet avis est un avis au public formulé au titre de l'article 13 de la Loi;
  - ii) la date d'entrée en vigueur de l'annulation, qui doit être le jour suivant la date de publication de l'avis;
- f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

## **ANNEXE 4**

### **Articles 79 et 82 à 84**

#### **TENEUR DES AVIS RELATIFS AUX ENGAGEMENTS**

##### **AVIS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT ACCEPTANT OU REJETANT UNE RECOMMANDATION DE LA TRA CONCERNANT L'ACCEPTATION D'UN ENGAGEMENT**

**1.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 79 2) a) sont les suivants-

- a) une version non confidentielle de l'engagement;
- b) une référence à l'avis pertinent formulé au titre de l'article 65 6) concernant l'acceptation par le Secrétaire d'État de la recommandation;
- c) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- d) le ou les noms de la ou des parties à l'engagement;
- e) les raisons de la recommandation de la TRA d'accepter un engagement;
- f) les raisons de l'acceptation par le Secrétaire d'État de la recommandation de la TRA;
- g) la date d'entrée en vigueur de l'engagement;
- h) la période pendant laquelle l'engagement s'applique;
- i) le cas échéant, le montant de droit antidumping ou de droit compensateur applicable si l'engagement cesse de s'appliquer.

##### **Avis du Secrétaire d'État indiquant qu'un engagement cesse de s'appliquer**

**2.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 82 2) a) sont les suivants-

- a) une référence à l'avis parallèle pertinent formulé en vertu de l'article 65 6);
- b) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- c) le ou les noms de la ou des parties à l'engagement;
- d) les raisons pour lesquelles l'engagement cesse de s'appliquer;
- e) des détails sur les conséquences de la cessation d'application de l'engagement.

##### **Avis indiquant que l'acceptation d'un engagement est retirée à la suite d'une violation de l'engagement**

**3.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 83 6) sont les suivants-

- a) une référence à l'avis parallèle pertinent formulé en vertu de l'article 65 6);
- b) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- c) le ou les noms de la ou des parties à l'engagement;



- d) la détermination de la TRA à la suite de l'enquête sur la violation;
- e) la date de la violation déterminée par la TRA;
- f) des détails sur les conséquences de la cessation d'application de l'engagement.

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant le maintien de l'acceptation d'un engagement**

**4.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 84 8) a) sont les suivants-

- a) une référence à l'avis parallèle pertinent formulé en vertu de l'article 65 6);
- b) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- c) le ou les noms de la ou des parties à l'engagement;
- d) un résumé du réexamen;
- e) la recommandation de la TRA;
- f) la décision du Secrétaire d'État d'accepter la recommandation de la TRA;
- g) des détails sur les conséquences de la décision du Secrétaire d'État.

## **ANNEXE 5**

Articles 85, 87 et 88

### **TENEUR DES AVIS DE SUSPENSION**

#### **Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant une suspension**

**1.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 85 10) ou 12) a) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) la recommandation de la TRA;
- c) les raisons de la recommandation de la TRA;
- d) la décision du Secrétaire d'État d'accepter ou de rejeter la recommandation et les raisons de la décision;
- e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
  - i) le fait que cet avis est un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi;
  - ii) la période de suspension;
- f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

#### **Avis de rejet d'une demande de prolongation de la période de suspension**

**2.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 87 4) sont les raisons du rejet de la demande.

#### **Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant une prolongation de la période de suspension**

**3.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 87 8) ou 10) a) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) la recommandation de la TRA;
- c) les raisons de la recommandation de la TRA;
- d) la décision du Secrétaire d'État d'accepter ou de rejeter la recommandation et les raisons de la décision;
- e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
  - i) le fait que cet avis est un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi;
  - ii) la période de suspension;
- f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant le rétablissement d'un montant de droit antidumping ou de droit compensateur**

**4.-** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 88 4) a) ou 6) a) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
- b) la recommandation de la TRA;
- c) les raisons de la recommandation de la TRA;
- d) la décision du Secrétaire d'État d'accepter ou de rejeter la recommandation et les raisons de la décision;
- e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
  - i) le fait que cet avis est un avis au public au titre de l'article 13 de la Loi;
  - ii) la date d'entrée en vigueur du rétablissement, qui doit être le jour suivant la date de publication de l'avis au public au titre de l'article 13 de la Loi donnant effet à la recommandation; et
- f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.

**ANNEXE 6**

Article 90

**TENEUR DES AVIS CONCERNANT LES PROLONGATIONS  
DE MESURES CORRECTIVES PROVISOIRES**

**Avis du Secrétaire d'État acceptant ou rejetant une recommandation de la TRA concernant une prolongation de la période d'application d'une mesure corrective provisoire dans une enquête sur l'existence d'un dumping**

**1.** Les renseignements devant figurer dans un avis mentionné à l'article 90 9) a) ou 10) a) sont les suivants-

- a) une description des produits auxquels l'avis se rapporte;
  - b) la recommandation de la TRA;
  - c) les raisons de la recommandation de la TRA;
  - d) la décision du Secrétaire d'État d'accepter ou de rejeter la recommandation et les raisons de la décision;
  - e) dans les cas où le Secrétaire d'État accepte la recommandation de la TRA-
    - i) le fait que cet avis est un avis révisé au titre du paragraphe 15 5) b) de l'annexe 4 de la Loi;
    - ii) la période d'application révisée de la mesure corrective provisoire;
    - iii) la date d'entrée en vigueur de l'avis;
  - f) dans les cas où le Secrétaire d'État rejette la recommandation de la TRA, les raisons de ce rejet.
-